

LA CROIX

BIMENSUEL CATHOLIQUE DE DOCTRINE ET D'INFORMATION DU BÉNIN

53^{ème} ANNÉE - NUMÉRO 734

24 SEPTEMBRE 1999 - 150 Francs CFA

REDÉCOUVRIR LA VALEUR SURNATURELLE DU TRAVAIL POUR LE BIEN DE L'HOMME ET DE LA SOCIÉTÉ

(...) Tandis que nous nous approchons de l'an 2000, tournons notre regard en arrière vers tous les parcours de ce chemin accompli le long des siècles par nos ancêtres. C'est à nous qu'ils laissent le grand héritage d'un travail créatif qui suscite aujourd'hui en nous l'admiration et la gratitude. Les difficultés du travail et les œuvres des générations passées constituent pour nous un défi: celui de continuer à soumettre cette terre, que nous avons reçue du Créateur comme possession et comme devoir.

En répondant à l'invitation lancée le long des siècles, nous ne pouvons pas oublier la divine

perspective de participer à l'œuvre de la création, qui confère à chaque effort humain son juste sens et sa dignité. Sans elle, le travail peut facilement être privé de sa dimension subjective. Dans ce cas, l'homme qui l'accomplit cesse d'être important et seule compte la valeur matérielle de ce qu'il fait. L'homme n'est plus traité comme un artisan, comme celui qui crée, mais comme un instrument de production.

Il semble que dans la période de transformations économiques nécessaires que connaît le monde, l'on puisse noter des symptômes de ce danger. J'ai parlé de cela il y a deux ans à Legnica. C'est pourquoi un peu partout, au nom des lois du marché, les droits de l'homme sont oubliés. Cela a lieu, par exemple, lorsque l'on considère que le profit économique justifie la perte du travail de quelqu'un qui, en perdant son travail, perd également toute perspective de pouvoir subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille. Cela a également lieu lorsque, pour augmenter la production, on nie au travailleur le droit au repos, à s'occuper de sa famille et à la liberté de programmer chacune de ses journées. Il en est toujours ainsi lorsque la valeur du travail

est définie non pas selon l'effort de l'homme, mais selon le prix du produit — ce qui fait que la rémunération ne correspond pas au labeur. Il faut toutefois ajouter que cela ne concerne pas seulement les employeurs, mais également les employés. Celui qui entreprend un travail peut également céder à la tentation de ne le considérer que comme un objet, une source d'enrichissement matériel. Le travail peut dominer la vie de l'homme au point que celui-ci cesse de ressentir le besoin de prendre soin de sa santé, du développement de sa personnalité, du bonheur des siens ou enfin de son rapport avec Dieu.

A L'ÉCOUTE DU PAPE



Si je parle aujourd'hui de cela, c'est pour sensibiliser les consciences. Bien qu'en effet, les structures nationales ou économiques comportent toujours une influence sur l'attitude à l'égard du travail, toutefois, la dignité de celui-ci dépend de la conscience humaine. C'est en elle

que s'accomplit définitivement son évolution. C'est dans la conscience, en effet, que se fait entendre sans cesse la voix du Créateur, qui indique ce qui est le bien authentique de l'homme et du monde qui lui est confié. Celui qui a perdu le jugement de la conscience peut transformer en malédiction la bénédiction du travail.

Il faut faire preuve de sagesse, pour redécouvrir toujours la dimension surnaturelle du travail, donnée à l'homme comme devoir du Créateur. Une juste conscience est nécessaire, pour discerner correctement la valeur définitive de ce que l'on fait. Un esprit de sacrifice est nécessaire, pour ne pas offrir sur l'autel du bien-être son humanité et le bonheur d'autrui.

Pologne, le 14 juin 1999
Jean-Paul II
(Extrait Homélie sur l'esplanade de Sosnowic à l'occasion de son 7^{ème} voyage dans ce pays).

NEUF PROFÈS TEMPORAIRES ET UN PROFÈS PERPÉTUEL AU SERVICE DES MALADES

(Lire nos informations à la page 8)

POUR UN VÉRITABLE DÉVELOPPEMENT DU BÉNIN, IL FAUT DES " BÉNINOIS NOUVEAUX "

Depuis quelque temps, on parle beaucoup des études nationales de perspectives à long terme pour penser le développement. Qu'en est-il au juste, quels sont leurs objectifs, comment les Béninois vont-ils contribuer à leur mise en œuvre ? Pour continuer à contribuer à notre façon, au développement de l'homme béninois et du Bénin en général, nous interviewons M. Laurent Ogowa Agossa, coordonnateur de la cellule technique du pilotage des études du Bénin.

" La Croix du Bénin " : Depuis quelques mois, le Bénin s'est engagé dans des Études Nationales de Perspectives à Long Terme (NLTPS). Vous voudriez bien nous parler des motivations et du contenu de ces études.

M. Laurent Ogowa Agossa : Les motivations de la réalisation des études

nationales de perspectives à long terme sont simplement une réponse fondamentale à la correction de ce qu'on a constaté en matière de mauvaise gestion du développement au Bénin et en Afrique en général. Le défi important à réaliser est l'avenir du Bénin qui consiste à inventer de nouveaux paradigmes de dévelop-

(Lire la suite à la page 6)

GRAND JUBILÉ DE L'AN 2000 : EN MARCHÉ VERS BETHLÉEM POUR LE 2000^{ème} NOËL

Dans sa bulle d'indiction « Incarnationis mysterium » publiée le 1^{er} dimanche de l'Avent 1998, le Pape Jean-Paul II exhortait les fidèles catholiques à une démarche

spirituelle permanente vers le grand Jubilé de l'An 2000 « Les yeux fixés sur le mystère de l'Incarnation du Fils de Dieu », l'Église

(Lire la suite à la page 10)

GOUVERNEMENT — SYNDICATS : DE L'ÉLECTRICITÉ DANS L'AIR

Tous les éléments d'une grande crise sociale se réunissent lentement mais sûrement, à quelques jours de la rentrée scolaire qui va précéder de peu le débat budgétaire à l'Assemblée nationale.

Qu'il nous souvienne qu'en mars 1998 dans un protocole d'accord signé entre le gouvernement de Kérékou et les cinq centrales syndicales (CSA-Bénin, COSI, CGTB, l'UNSTB et la CSTB), il est écrit entre autres :

1 — le gouvernement reconnaît que le montant dû aux agents permanents de l'État au titre du non paiement à l'indice réel du 1^{er} janvier 1991 au 31 décembre 1998 s'élève à la somme de 24 milliards ;

2 — la délégation gouvernementale estime qu'il est précaire de parler de la perte de (4) échelons comme l'indique le document intitulé « Nouvelles propositions » car se sont

(Lire la suite à la page 2)

L'AUTRE... LE BENIN D'UN JOUR A L'AUTRE... LE BENIN D'UN JOUR A L'AUTRE... LE

LA FIN D'UNE MISSION

Le mardi 21 septembre 1999, dans l'après-midi Mme Ginette Symphorose Goudjo, directrice générale sortant du Port autonome de Cotonou a passé le témoin à son successeur Ferdinand Dognon Assogba nommé en conseil des ministres le 15 septembre dernier.

À la tête du Port autonome de Cotonou Mme Ginette S. Goudjo a passé 20 mois. La cérémonie de passation de service a eu lieu dans la salle de conférence du Port.

Directeurs techniques, travailleurs, représentants syndicaux, parents et amis de la directrice sortante étaient nombreux au rendez-vous de ce «au revoir» présidé par le directeur général adjoint de cabinet du ministre des travaux publics et des transports, M. Alain Déhoué, représentant son ministre empêché.

L'émotion se lisait aisément dans toutes les conversations, tant l'événement est survenu à un moment peu attendu surtout que, le prétexte avancé par le communiqué du conseil des ministres, était que «Mme Goudjo serait admise à faire valoir ses droits à la retraite». Par ailleurs, la place que tient le Port autonome de Cotonou dans l'économie béninoise n'échappe à personne.

Prenant la parole, Mme Ginette S. Goudjo a dit que «l'heure est venue... où il faut passer le relais. Ma mission au Port autonome de Cotonou prend donc fin officiellement ce jour, mardi 21 septembre 1999. Tout ce qui a eu un commencement a aussi une fin. Nous mêmes avons une fin, rien n'est donc éternel».

S'adressant aux travailleurs elle martelle: «Chers travailleurs du Port autonome de Cotonou, lorsque je prenais fonction, le 12 janvier 1998, vous m'avez accueilli, vous avez accepté qu'ensemble nous contribuions à la conduite des affaires du Port, pouton de l'économie nationale. Je vous avait manifesté à l'époque toute ma reconnaissance. Ce jour-là je vous avais dit que j'étais en mission, aujourd'hui, cette mission s'achève. Je vous quitte, je pars pour cause, heureusement, disent-ils, de départ à la retraite et je me dois de remercier tout un chacun.

Nous avons travaillé ensemble et je vous quitte pour faire place à quelqu'un d'autre que vous connaissez bien.

À l'instar de ce que vous m'avez fait, je vous demande de ne pas lui marchander votre soutien et votre confiance et vous recommande de travailler dans l'amour du prochain et l'amour pour notre pays».

Puis la directrice générale sortante s'adresse particulièrement à son successeur M. Ferdinand Assogba Dognon en ces termes:

«À vous, M. le nouveau directeur général, je vous exhorte à travailler sans peur, sans crainte, car j'en suis persuadée, l'œuvre commencée se poursuivra.

«Les moments de difficultés ne manqueront pas dans l'accomplissement de cette noble mission. Mais je reste convaincue qu'en tant que chrétien, vous n'êtes pas sans savoir ce qu'il faut faire en ces moments précis: implorer le Seigneur pour qu'il vous envoie sa Lumière pour vous éclairer et vous aider à prendre la bonne décision, c'est-à-dire la décision consensuelle qui doit toujours être prise dans l'intérêt supérieur de la nation.

«Je ne saurais terminer mon propos sans partager avec vous la conviction selon laquelle quand on veut travailler dans l'intérêt du pays, on le fait, mais lorsqu'on ne le fait pas, c'est parce qu'on ne le veut pas.



Mme Ginette Symphorose Goudjo

«C'est dans ce sens que je vous invite à écouter ce passage biblique. Il s'agit de la première lettre de saint-Paul à Timothée chapitre 6 versets 7 à 10: «De même que nous n'avons rien apporté dans ce monde, nous ne pourrions rien emporter. Si nous avons de quoi manger et nous habiller, sachons nous en contenter. Ceux qui veulent s'enrichir tombent dans le piège de la tentation; ils se laissent prendre par une foule de désirs absurdes et dangereux qui précipitent les gens à la ruine et la perdition. Car la racine de tous les maux, c'est l'amour de l'argent. Pour s'y être livrés, certains se sont égarés loin de la foi et se sont infligés à eux-mêmes des tourments sans nombre».

Pour sa part, le nouveau directeur M. Ferdinand Dognon Assogba a tenu à rendre un hommage mérité à celle qu'il succède.



M. Ferdinand Assogba Dognon

«Mme la directrice générale du Port autonome de Cotonou, a-t-il affirmé, vous avez beaucoup fait pour l'amélioration de la gestion du Port autonome de Cotonou.

Je puis vous assurer que votre œuvre sera poursuivie. Je sais que nous ne négligerons aucun effort pour être à mes côtés chaque fois que nécessaire.»

La présidente des femmes du Port autonome de Cotonou et le secrétaire général des syndicats des travailleurs du Port Autonome de Cotonou ont, eux aussi, tour à tour, salué la rigueur de leur directrice sortante dans sa méthode de gestion de leur entreprise. Ils lui ont surtout témoigné leur gratitude à travers des remises de cadeaux.

Guy Dessou-Yovo

GOUVERNEMENT — SYNDICATS : DE L'ÉLECTRICITÉ DANS L'AIR

(Suite de la première page)

les négociations ultérieures sur le nouveau mécanisme d'avancement et de rémunération qui permettront de déterminer s'il y a perte d'échelons ou non.

C'est justement dans ce cadre que s'inscrivent les négociations du 13 septembre dernier, très tôt suspendues. Certes de 1998 à ce jour, la situation a évolué. Et le paiement à l'indice réel de 92 semble être un acquis. En revanche, les négociations gouvernement-syndicats entamées ce lundi 13 septembre 1999 ont échoué sur l'apurement de l'impact financier des indices 94, 96 et 98 de même que sur le contenu du mécanisme d'avancement proposé par le gouvernement.

L'incidence financière des 3 échelons équivaldrait à 18 milliards. Pour s'en sortir, le pouvoir envisage trois scénarios:

— payer dans l'immédiat près de 4 milliards en passant un coup de chiffon sur le solde;

— payer à chaque travailleur ce qui lui est dû, dès son admission à la retraite;

— les 18 milliards, négociables sous forme de titres payables en 10 traites.

«Niet», disent les travailleurs qui avancent que les échelons sont inaliénables. Du coup et en bloc ils rejettent les propositions du gouvernement. On ne peut pas écraser des échelons clament-ils. Pour les syndicalistes, le gouvernement pour toute négociation doit préalablement débloquer les échelons et établir un échéancier pour les solder progressivement. Mais au-delà, les travailleurs qui acceptent l'avancement au mérite s'indignent contre le mécanisme proposé par le gouvernement. En effet, selon le nouveau mécanisme, à en croire les syndicalistes, est avancé tout travailleur qui aura été performant 3 fois en 5 ans. Mais encore faudrait-il que les dispositions financières le permettent. Et voilà qui irrite les travailleurs qui parlent de plafonnement. Car, selon eux et c'est vrai, l'État peut arguer de cette disponibilité financière pour ne jamais avancer.

Telle est la situation devant laquelle les négociations gouvernement-syndicats à peine entamées ont été bloquées. Cette situation intrigue et horripile les travailleurs qui voient dans les propositions du gouvernement, un acte suicidaire. Du coup ils promettent ne lésiner sur aucun moyen pour en découdre avec le pouvoir. D'ailleurs, dans un communiqué de presse, quatre centrales (la CSA-Bénin, COSI, CGTB et l'UNSTB) «informent

l'opinion publique en général et les travailleurs en particulier que les négociations engagées avec le gouvernement le lundi 13 septembre 1999 sont suspendues, ce jour mardi 14 septembre 1999, à 11 h 15.

Cette suspension est due à l'obstination du gouvernement à continuer à payer les travailleurs en l'an 2000 sur la base de leur indice acquis au 31 décembre 1992.»

Pour finir, les quatre centrales fustigent l'attitude du gouvernement qui a abouti à la suspension des dites négociations. Elles invitent tous leurs militants à se tenir prêts pour les actions futures.

Et de ce point, c'est déjà la veille d'armes au sein des états-majors syndicaux. Certains, depuis mercredi dernier, se sont lancés dans une vaste campagne de sensibilisation de leurs bases qui promettent très prochainement des jours tumultueux.

Mais en vérité, on ne le dira jamais assez, dans un environnement économique où l'opulence, l'ostentation des décideurs politiques du renouveau démocratique agacent au plus haut point les travailleurs, la meilleure attitude pour le gouvernement est d'opérer un coup d'éclat par des mesures d'austérité patente à tous les niveaux. Les pleurnicheries et les jérémiades du gouvernement prétextant souvent de manque de moyens financiers pour faire face aux engagements des travailleurs ne convainquent plus. Les travailleurs estiment peut-être avec raison que le fruit de la croissance qu'on agit depuis toujours ne sert qu'une poignée d'individus qui continuent de piller allègrement et sauvagement en toute quiétude les finances publiques. Face à la situation des travailleurs béninois, oh ! combien précaire, à côté d'une poignée d'individus roulant carrosse, on ne peut qu'assister à une levée de boucliers dans le monde syndical. Il est urgent que le pouvoir rétablisse la confiance entre lui et ses employés. Ceci à coup d'actes concrets sur fond de volonté clairement affichée visant à partager les sacrifices par tout le monde à commencer par le sommet. C'est à cette condition et à cette seule condition que l'ouragan qui se prépare contre le pouvoir ne l'emportera pas. Et nous n'avons aucun intérêt à assister à ce bras de fer gouvernement-syndicats dont les frais sont souvent inestimables. Espérons que le bon sens prévaudra pour la reprise des négociations sereines, et pour aussi éviter aux élèves, étudiants et autres agents de congés forcés pas toujours heureux.

Ph. L. Amoussou

ÉCHOS DE NOS DÉPARTEMENTS... ÉCHOS DE NOS DÉPARTEMENTS

ATACORA-DONGA

HARO SUR L'INTOXICATION ALIMENTAIRE !

Beaucoup reste à faire dans le domaine de la protection alimentaire au Bénin.

Par-ci par-là, le nombre de victimes d'intoxication alimentaire ne cesse de s'accroître. Ainsi, suite au décès de trois personnes pour cause d'intoxication alimentaire dans la sous-préfecture de Ouaké, l'alerte a été donnée le 9 septembre dernier par le sous-préfet du lieu afin que des dispositions prophylactiques soient prises d'urgence pour éviter la propagation du fléau. En d'autres termes, le comité départemental de la protection civile est appelé à prendre ses responsabilités sans délai.

La santé des populations des villes et des campagnes doit être assurée à tout prix. L'enjeu étant ainsi de taille, nul ne sera de trop.

Preuve du sérieux qu'il faut accorder à cette préoccupation, c'est que récemment, des biscuits avariés étaient non seulement vendus sur le marché de Parakou mais encore stockés dans un grand magasin de la place.

Quand on sait que les enfants, couche importante mais aussi la plus fragile de la société sont très friands de ces amuse-gueules, il y a des raisons sérieuses de s'inquiéter.

L'organisation non gouvernementale "Que choisir Bénin" a vu juste en décidant d'entreprendre une tournée de sensibilisation dans les écoles primaires publiques et privées sur toute l'étendue du territoire national. Avec une bonne dose d'éducation sur l'hygiène alimentaire en milieu scolaire, nos écoliers ne s'en porteront que mieux.

Les pouvoirs publics ne ménagent pas non plus leurs efforts afin que cette noble et salutaire cause puisse triompher.

À cet égard, une délégation mixte conduite par le secrétaire permanent du comité national de l'alimentation et de la nutrition, M. Aristide Sagbohan a animé le mardi 14 septembre dernier, une journée de réflexion dans la salle de réunion de la direction générale du Carder/Atacora à Natitingou.

Au cours de la rencontre, les résolutions et recommandations issues du séminaire atelier de Bobocou sur la surveillance nutritionnelle au Bénin ont été restituées aux participants ainsi que les stratégies de mise en œuvre desdites recommandations.

ATLANTIQUE - LITTORAL

SPORT : PHASE DÉPARTEMENTALE DES JEUX NATIONAUX 99

Une fois n'est pas coutume. Pour qui penserait que le jeu n'en vaut pas la chandelle, le meilleur démenti à lui opposer est le chiffre de 48% que représentent les adolescents de 0 à 14 ans par rapport à la population totale du Bénin (5,8 millions d'habitants).

De quoi s'agit-il ? Il est tout simplement question de sport et plus précisément des manifestations ayant marqué la phase départementale des jeux nationaux, édition 1999.

C'était lundi 13 septembre dernier dans l'après-midi qu'a eu lieu au Stade de l'Amitié de Cotonou, la cérémonie d'ouverture de la phase départementale desdits jeux au niveau de l'Atlantique et du Littoral. Le lancement de ces manifestations sportives a été présidé par le préfet de l'Atlantique, M. Barnabé Dassigli qui entouraient pour la circonstance, des mem-

bres du cabinet du ministre de la Jeunesse, des sports et loisirs, et bien entendu, des chefs de circonscriptions administratives de l'Atlantique pour ne citer que ces personnalités.

L'objectif de ces compétitions sportives qui ont duré du lundi 13 au dimanche 19 septembre dernier, est de développer une politique d'implantation des infrastructures dans les circonscriptions administratives sportives. Il pourra en résulter la création de centres sportifs pour la promotion des jeunes.

D'ores et déjà, cela a l'avantage de favoriser un brassage qui rencontre l'adhésion des jeunes du département.

Pour cette phase départementale, deux disciplines sportives (athlétisme et football) et un jeu traditionnel (adji) ont été retenus au programme des jeux.

Dans son allocution d'ouverture, le préfet de l'Atlantique a notamment souligné que le développement de notre pays est intimement lié à l'état de santé physique et mentale de sa couche la plus nombreuse. Pour ce faire, a-t-il précisé, la société doit offrir à notre jeunesse les conditions adéquates pour une pratique saine et régulière du sport. Mais il est fondamental que notre jeunesse en marche vers un si noble objectif se mette au-dessus de la mêlée, c'est-à-dire, faire fi des divergences annihilantes de toute nature.

M. Barnabé Dassigli a enfin souhaité que le fair-play, la courtoisie et l'esprit sportif soient de règle au cours de ces compétitions sportives.

BORGOU-ALIBORI

CESSION DE L'USINE DE NOIX D'ACAJOU DE PARAKOU AU GROUPE "AGRICOL-BENIN SA"

L'usine de noix d'acajou de Parakou, on peut s'en reconforter, sera désormais rayée de la liste des "éléphants blancs" de triste mémoire. En effet cette unité de production vient d'être cédée à un opérateur économique dont le nom du groupe industriel est Agricol-Benin SA. Le nouveau propriétaire de l'usine de décorticage d'anacarde de Parakou a été présenté le mercredi 9 septembre dernier aux autorités politico-administratives de Parakou dans la salle de conférence du Carder-Borgou. La cérémonie de présentation a eu lieu en présence d'une délégation conjointe des ministères du Plan et du Développement rural.

La cession de cette unité de production s'inscrit dans le cadre de la diversification des filières agricoles et de la dénationalisation de certaines sociétés d'État, indique-t-on.

Si le gouvernement a pris la décision de vendre l'usine a déclaré M. Cosme Chodaton, représentant du ministre du Développement rural, c'est pour sauvegarder ce patrimoine agro-industriel.

Les actifs de l'usine sont constitués notamment de 22 plantations de 5.000 ha à Boko (N'dali) et à Tchaurou. Elles ont été affectées au groupe Agricol-Benin SA pour lui permettre d'approvisionner l'usine en matières premières, a précisé M. Chodaton.

Le complexe agro-industriel de noix d'acajou de Parakou a connu d'énormes problèmes depuis qu'il est placé sous la tutelle de la SNAFOR, puis du Carder/Borgou en passant par la SONAFEL. Il avait une capacité de production de 1.500 tonnes par an.

L'implantation de l'usine date de 1967. Elle a été financée par le Fonds européen de développement (FED), rappelle-t-on.

MONO - COUFFO

COMMENT PRÉSERVER LA QUALITÉ DES VACCINS : L'EXEMPLE DU PEV ?

Assurer l'entretien et la maintenance de la chaîne du froid du Programme élargi de vaccination (PEV). Tel était le thème d'un atelier de formation des formateurs qui s'est achevé le 10 septembre dernier à l'ENT de Lokossa.

Nul doute, qu'on est en présence ici, non d'un simple sujet de réflexion, mais d'un enjeu de taille. Et pour cause. Il n'est pas exclu que bien souvent nous adhérons seulement du bout des lèvres à certains de nos engagements publics sur le bon usage des divers dons qui sont faits à notre pays ou au profit des communautés à la base.

L'expérience montre en effet que dans la pratique, nos promesses dans ces cas, bien que responsables en leur formulation sont hélas rarement tenues ou suivies d'effet.

La négligence voire l'inconscience coupables qui sont généralement à l'origine de ce comportement inconvenant, sont lourdes de conséquences lorsqu'il s'agit par exemple d'infrastructures réalisées ou de matériels acquis à grands frais.

Il ne suffit pas dit-on, d'acheter une machine, il faut prévoir son entretien. Le Programme élargi de vaccination (PEV) comme d'autres interventions de nos partenaires au développement constituent dans ce domaine des exemples à suivre.

Afin de renouveler l'équipement de la chaîne du froid, 450 réfrigérateurs et 163 congélateurs d'un coût global de 672 millions de francs CFA ont été acquis par le PEV. Car les appareils installés dans les formations sanitaires au début du programme il y a une dizaine d'années sont devenus obsolètes mettant souvent en péril les vaccins.

Plusieurs étapes ont dû être franchies avant d'en arriver à ce résultat qui va permettre d'injecter du sang neuf au PEV. Au nombre des actions menées, on peut citer depuis 1996, l'élaboration d'un plan de réhabilitation des équipements sur la base d'un inventaire détaillé conduit par le projet DANIDA avec l'appui technique de l'OMS. Ensuite, la recherche du financement qui fut l'étape la plus difficile et la plus longue selon le directeur de cabinet du ministère de la santé publique, M. Léon Klouvi. L'atelier s'inscrit dans le cadre de la formation en vue de l'installation et la maintenance des nouveaux équipements dans les formations sanitaires.

OUEMÉ - PLATEAU

DON DE 30 MILLIONS DE F CFA DE MATÉRIELS DE TRAITEMENT DU RIZ À UN GROUPEMENT VILLAGEOIS

Bien des gens peuvent témoigner des efforts plus ou moins couronnés de succès, tentés sur fonds publics depuis la période coloniale pour la mise en valeur de la vallée de l'Ouémé. Au nombre des projets dont ce site a bénéficié on peut citer des aménagements hydrauliques destinés à la riziculture. Le riz, point n'est besoin de le démontrer, est un aliment fort apprécié dans notre pays. Il est de qualité s'il n'est pas trop blanchi, si l'on garde les couches externes du grain, les plus nutritives.

Principale activité dans la vallée de l'Ouémé, la riziculture connaît beaucoup de problèmes, surtout à la post-récolte.

La Fondation des États-Unis pour le développement en Afrique, sollicitée en vue d'aider

à résoudre un tant soit peu ces problèmes, a répondu positivement à l'invitation.

Ainsi, ont été offerts le vendredi 10 septembre dernier un important lot de matériel de traitement du riz au groupement de riziculteurs de Hondji, dans la sous-préfecture de Dangbo. D'un coût global de 29.250.000 F CFA, le don de la Fondation américaine comprend : une décortiqueuse à riz, une batteuse-vaneuse, une machine à piquer, un générateur électrique, une bascule, des magasins de stockage et de séchage et des bureaux entièrement équipés.

Voilà une bouffée d'oxygène qui arrive au bon moment. Par exemple, la commercialisation du riz paddy dans la vallée de l'Ouémé a toujours été défavorable aux paysans locaux. Avec l'appui reçu par les riziculteurs à travers ce don de matériels, on assistera sans nul doute à un regain d'intérêt de leur part pour la production de cette culture.

Lors de la cérémonie de remise du matériel, le coordonnateur national de la Fondation américaine pour le développement en Afrique, M. Patrice Gnakadja a notamment souligné les objectifs de l'institution qu'il représente au Bénin et dont, la vocation est de lutter contre la pauvreté en Afrique.

À ce titre, indique-t-on, l'AFD finance toutes activités génératrices de revenus au profit des groupes qui s'investissent dans des activités rentables et qui manquent du capital de démarrage.

ZOU - COLLINES

LA FILIÈRE POTERIE S'ANNONCE

Du 13 au 23 septembre courant, les femmes potières des communes de Oungbèga et de Zounkoko dans la sous-préfecture de Djidja ont suivi à Oungbèga une formation à l'utilisation de fours améliorés.

Dans les villages, comme chacun sait, quelques activités artisanales sont réservées à des collectivités familiales spécialisées dans ces domaines. Ces activités sont presque toutes en rapport avec le milieu naturel. Il en est ainsi des potiers, des forgerons, des tisserands et des artisans du cuir ! Mais on ne peut s'empêcher de relever les changements qui affectent de nos jours ces structures familiales du fait des changements économiques. La concurrence des produits manufacturés importés en est un exemple éloquent.

Le recours à des technologies ou techniques appliquées assez simples constitue à cet égard une solution alternative. Tel est le sens de ce programme de formation des potières initié par la Direction nationale de l'Artisanat. Ce faisant, il s'agit notamment de rendre moins pénible, le travail de potière et améliorer progressivement la qualité des produits finis. Selon les spécialistes en la matière, la cuisson des canaris et des jarres à brasier en plein-air, expose la potière à beaucoup de risques et même le produit issu de son travail s'en trouve fragilisé parce que n'ayant pas été cuit à la température normale.

C'est le directeur national de l'Artisanat, M. Paul Fakéyé accompagné du sous-préfet de Djidja M. Wilfried Gbaguidi, qui a procédé au lancement officiel de la formation.

La formation a été assurée sur le plan de l'encadrement technique, par quatre formatrices de renommée de Sè au Mono.

Pour le directeur national de l'Artisanat, l'adoption du four amélioré par les potières traditionnelles permettra leur prise en compte par le ministère du Commerce, de l'Artisanat et du tourisme dans son programme de développement de la filière poterie au Bénin.

Évariste Ngala

CHRONIQUE DES TEMPS ANCIENS

L'HISTOIRE DU DAKON-IN, UN METS HUEDA-HULA, À TRAVERS LES ÂGES

Les Huéda occupent pour la plupart le pourtour du Lac Ahémé. Cette concentration humaine contraste avec l'éparpillement des Hula à travers le sud du Ghana, du Togo, de la République du Bénin et du Nigeria, sans compter leurs nombreuses colonies implantées dans d'autres parties de la Côte Atlantique comme le sud de la Côte-d'Ivoire, du Liberia, du Cameroun, du Gabon, etc.

En dehors de plusieurs affinités culturelles entre eux, ils ont également en commun un mets, le *dakon-in* dont les caractéristiques méritent d'être signalées.

Le jus chaud versée dans un bol où sera apprêtée la pâte de gari (1) appelée ba (2), correctement malaxée à l'aide d'une spatule de bois, la même qui sert d'habitude à préparer les pâtes de maïs, de cossettes d'igname ou de manioc.

La pâte de couleur ainsi obtenue est servie dans un récipient; là-dessus est versée la sauce de la marmite, avec tout le poisson. C'est justement ce geste qui consiste à verser (kon-in) toute la sauce et la pâte préparées (da), bref, le fait de préparer et de tout vider pour la consommation qui a donné à ce plat son nom de *dakon-in*: préparée et versée (3).

Mets ponctuel et de circonstance, le *dakon-in* ne se consomme qu'une seule fois. Autrement dit, contrairement à tous les autres plats (pâte et sauce) typiquement de l'aire culturelle ajatado à laquelle appartiennent Hula et Huéda (4), le *dakon-in* ne se conserve pas pour être réchauffé et consommé plusieurs fois, le même jour ou des jours de suite. À cet égard, il peut être défini comme le repas du retour de la pêche, même s'il peut aujourd'hui être préparé à partir du poisson frais acheté au marché; c'est toujours le *dakon-in*, pourvu que le poisson soit frais, car il ne s'accomode ni de poisson fumé, séché ou frit, ni de viande.

Les sources orales s'accordent aujourd'hui pour faire du *dakon-in* un plat typiquement huéda-hula. Se demander s'il est hula-huédia ou huédia-hula n'a pas d'importance même si, dans le cas d'espèce c'est une manière implicite de poser le problème de paternité ou de foyer de diffusion; bref, la question d'emprunt, de transfert, de diffusion, de migration culinaire. Remontant sans doute à l'époque des premières implantations hula et huédia à la Côte des Esclaves, le *dakon-in*, en matière de paternité, ne saurait, à l'étape

actuelle de la recherche, être attribué, à l'une ou à l'autre des deux communautés. Ethniquement et linguistiquement parlant, elles sont si proches, leurs composantes humaines et leurs cultures parfois si imbriquées, qu'il est difficile de nos jours de voir plus clair dans le foyer de diffusion du *dakon-in* qui ne peut cependant être placé nulle part en dehors de ces deux communautés, même si ce mets, sans avoir beaucoup rayonné, a été adopté par d'autres groupes ethniques comme les Washi, surtout ceux vivant dans leur voisinage.

Étude de longue durée, linéaire et stable, l'histoire du *dakon-in* n'obéit pas à des séquences, à des découpages chronologiques, car il n'a pas fondamentalement changé depuis les origines, dut-il être apprêté avec de nouveaux condiments venus s'ajouter aux anciens (5): c'est toujours cependant, les mêmes gestes, la même conception, la même signification à fort peu de choses près. Le *dakon-in* demeure le *dakon-in*, un mets typiquement hula-huédia ou huédia-hula.

CONCLUSION

L'histoire alimentaire est un aspect pauvre de l'historiographie africaine en général, et béninoise en particulier. Histoire de la vie quotidienne, histoire sociale et des mentalités, l'approche alimentaire des communautés humaines est une dimension non négligeable de leurs cultures, de leur genre de vie, de leur mode de pensée et de conception du monde.

Le *dakon-in* était à l'origine un mets de pêcheurs hula-huédia revenus chez eux de la pêche, fatigués et ayant hâte d'assouvir leur faim à partir d'un repas rapidement apprêté à base du poisson frais qu'ils ont rapporté. Deux problèmes demeurent non résolus: celui de la paternité de ce mets, celui de la date de son apparition.

A. Félix Iroko

NOTES

(1) Le gari est une farine obtenue à partir du manioc.

(2) Ba dans les langues de l'aire culturelle ajatado, et ba dans l'aire culturelle yoruba ou nago.

(3) Mot hula et huédia mais usité dans d'autres langues de l'aire culturelle ajatado.

(4) En fait, le nom authentique est bien Huéda et non Huédia pourtant plus usité.

(5) Il s'agit de produits importés.

PLANTES MÉDICINALES

OSEILLE DE GUINÉE
(HIBISCUS SABDARIFFA L.)

Nom latin	Hibiscus sabdariffa L.
Famille	Malvaceae
Français	Oseille de Guinée, Roselle, Karkade, Thé rose d'Abyssinie
For	Kpote, Nanwi
Gun	Awaso lawi
Yoruba ou Nagot	Ishakwa, Ishakpa, Ishakwa funfun (variété blanche), Ishakwa pupa (variété rouge)
Mina	Adame, Cakpa
Barba	Sini, Terebu, Shiriswán, Kirifwé
Yam	Gadili
Dendi	Lao
Peul	Foléré, Foléré badi.

DESCRIPTION

- * Plante annuelle atteignant jusqu'à 1,5 m ;
- * Tige robuste verte ou rougeâtre ;
- * Feuilles ovales souvent divisées en 3 lobes ;
- * Fleurs jaunes pâles tachetées de rouge ;
- * Fruit : une capsule ronde entourée par des sépales rouges ou verts.

ÉCOLOGIE

- * Sols légers et bien drainés ;
- * Précipitation annuelle : de 250 à 800 mm ;
- * Floraison vers la fin de l'hivernage ;
- * Sensible à certains parasites.

ORIGINE / DISTRIBUTION

- * Originaire d'Amérique centrale ;
- * Répandu dans toutes les zones tropicales ;
- * Abondant depuis le sud du Soudan jusqu'en Mozambique.

CULTURE

- * Multiplication par semis direct dès les premières pluies ;
- * Semer en paquet de 2 à 3 graines avec un espacement de 50 cm ;
- * Germination après environ 4 jours ;
- * Pouvoir germinatif élevé.

COMPOSITION

- * Calice : glucides (11%), vitamine C et sels minéraux ;
- * Fleurs : acide hibiscique et flavonoïdes ;
- * Plante entière : autres acides organiques et saponine.

EMPLOI

DIURÉTIQUE

- * Prendre une petite poignée de calices (rouges ou verts) ;
- * Faire infuser dans 1 litre d'eau pendant 5 minutes ou macérer 15 minutes ;
- * Ajouter du sucre selon le goût et boire à volonté ;

ANTISEPTIQUE URINAIRE (affections)

- * Préparer comme ci-haut en doublant la quantité de calices ;
- * Prendre 1 litre 1/2 de la préparation par jour en dehors des repas pour une semaine.

ATTENTION !

- * Aucune restriction.

A. L. (ENDIA)

"LA CROIX
DU BENIN"

Rédaction et Abonnements
"LA CROIX DU BENIN"
B.P. 105 - Tél. (229) 32-11-19

COTONOU
(République du Bénin)

Compte :
C.C.P. 12-76

COTONOU

Directeur de Publication
BARTHELEMY

ASSOGBA CAKPO

Dépôt légal n° 885

Tirage : 4.500 exemplaires

IMPRIMERIE NOTRE-DAME

• TÉL. (229) 32-12-07

— COTONOU (REPUBLIQUE DU BENIN)

Nous remercions tout spécialement les personnes qui souscrivent un

Abonnement de Soutien : 5000 à 8000 F CFA (50 à 80 FF)

Abonnement de Bienfaiteur : 10.000 à 15.000 F CFA (100 à 150 FF)

Abonnement d'Ami : 20.000 F CFA et plus (200 FF)

Changement d'adresse : 100 F CFA

TARIFS D'ABONNEMENTS par Avion

Bénin : 3.720 F CFA

Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Niger, Mauritanie, Sénégal et Togo : 4.680 F CFA

Guinée : 5.760 F CFA

Gabon, Tchad, Congo (Brazza), Cameroun et R.C.A. : 5.760 F CFA

France : 5.760 F CFA

Nigeria, Gambie, Ghana, Liberia et Sierra Leone : 7.560 F CFA

Kinshasa (Zaire) : 9.000 F CFA

Kenya, Angola, Ouganda et Tanzanie : 12.600 F CFA

U.S.A. : 9.480 F CFA 9480 FF

Amérique (Nord, Centrale, Sud) : 10.200 F CFA 10200 FF

Europe (Italie, Allemagne Fédérale, R.F.A., Belgique, Espagne, Portugal, Suisse, Rome et Norvège) : 8.520 F CFA 8520 FF

Canada : 10.200 F CFA 10200 FF

Chine : 12.600 F CFA 12600 FF

UN PEU DE DISTRACTION

LES NOMBRES CROISÉS ENTIERS POSITIFS N° 5

1	2	3	4	5	6	7	8	9
13	+	a	=	13	+	7	+	6
+	+	+	+	+	+	+	+	+
d	+	=	=	x	z	=	b	3
=	=	=	=	=	=	=	=	4
=	=	=	12	=	=	=	c	5
=	x	=	=	=	=	=	=	6
=	y	=	=	=	=	=	=	7
=	=	=	=	=	=	=	=	8
5	=	=	=	x	=	=	9	9

La 3^è colonne avec $1+d \geq 2$ donne pour $(1+d)$ $y = 2$ la valeur 1 à y et la valeur 1 à d : $y = 1$; $d = 1$

La case $(7-7)$ vaut c .

Alors la 7^è colonne exprime que :

$$\frac{12-c}{c} = 3 \text{ soit } 12-1=3 \Rightarrow \boxed{C=3}$$

Donc la 9^è colonne donne $b=2$

La 3^è ligne indique que :

$$z(a+1) = 2 \text{ avec } a+1 \geq 2, \text{ d'où}$$

$$\boxed{z=1 \text{ et } a=1}$$

Toutes ces valeurs se contrôlent mutuellement.

Deuxième possibilité : $1 \times 9 = 9$ (tableau B ci-dessous)

1	2	3	4	5	6	7	8	9
13	+	a	=	13	+	7	+	6
+	+	+	+	+	+	+	+	+
=	=	=	=	=	=	=	=	4
=	=	=	=	=	=	=	=	5
=	=	=	12	=	12-c	=	c	6
=	=	=	=	=	=	=	=	7
=	=	=	=	=	=	=	=	8
=	=	=	=	=	=	=	=	9

La 9^è ligne impose à la case $(9-5)$ la valeur 1 et à $(9-7)$ la valeur 9.

Et alors la dernière ligne se remplit aisément ainsi que les cases $(7-5)$ et $(7-7)$. Cette dernière vaut $c+2$.

La 7^è colonne donne : $12-c = 9$ soit $c = 0,6$, valeur inacceptable : donc le cas $1 \times 9 = 9$ est à éliminer.

Le jeu ne comporte donc qu'une seule solution. Trouvez-la.

Notons que le rejet du cas $9 \times 1 = 9$ est immédiat car il attribue à la case $(9-3)$ une valeur négative.

(Réponse dans notre prochaine livraison.)

PRÉSENTATION

Le Jeu consiste à compléter les cases vides par des nombres entiers positifs supérieurs ou égaux à 1 ainsi qu'à trouver pour les lettres des valeurs entières positives supérieures à 1 de façon à effectuer les opérations dans l'ordre indiqué aussi bien horizontalement que verticalement.

RÉSOLUTION

La dernière ligne lue de la droite vers la gauche donne $9 = 3 \times 3$ ou 9×1 ou 1×9 .

Première possibilité : $9 = 3 \times 3$. Elle conduit au tableau A ci-dessous sur

1	2	3	4	5	6	7	8	9
13	+	a	=	13	+	7	+	6
+	+	+	+	+	+	+	+	+
d	+	=	=	a+1	x	z	=	b
=	=	=	=	=	=	=	=	4
13+d	=	14d	=	12	=	12-c	=	c
=	x	=	=	=	=	=	=	6
8+d	=	y	=	9	=	c	=	9-c
=	=	=	=	=	=	=	=	8
5	=	2	=	3	x	3	=	9

lequel la dernière ligne se remplit aisément, ainsi que la case $(7-5)$.

BONS MOTS, CITATIONS ET PROVERBES

HUMOUR

Quelqu'un a dit :

• "L'addition est le nom qu'on donne à la soustraction dans les restaurants".

Un autre humoriste a déclaré :

• "La marée est le poulx de la mer, et le crabe, la langouste et le homard sont des pince-sans-rire".

CITATIONS

• "Quand un homme est en paix avec ses dieux et ses ancêtres, sa récolte sera bonne ou mauvaise, selon la force de son bras" (Chinua Achebe, écrivain nigérian, extrait de son roman : *Le monde s'effondre*).

PROVERBES

• "Le pays où les pierres vous connaissent vaut mieux que le pays où les gens vous connaissent" (proverbe berbère).

• "Une rencontre n'est que le commencement d'une séparation" (proverbe japonais).

• "Qui sert son pays, n'a pas besoin d'ailleurs..." pensait Voltaire (philosophe et écrivain français du XVIII^e siècle, 1694-1778).

• "Être abandonné, c'est être comme une feuille qui voltige mais qu'aucune main n'ose ramasser" (Mariama Bâ, sénégalaise, auteur de : *Une si longue lettre*).

FAÇONS DE PARLER

DES MOTS ET DES FAUTES

Certaines tournures de phrases sont incorrectes et malgré tout, souvent employées dans le langage courant.

Ainsi, on entend dire «c'est ici où il habite» (faute de langage). La forme correcte est : c'est ici qu'il habite (que à la place de «où»).

«Ce n'est pas de ma faute»... La forme correcte est : Ce n'est pas ma faute (la préposition de est à supprimer). De même : «Il gagne cent francs de l'heure»... est à éviter. Dire : il gagne cent francs l'heure. On peut dire tout aussi correctement : cent francs par heure.

japonaise, sans oublier la bien connue geisha (chanteuse et danseuse), le suicide par hara-kiri et le nô (drame lyrique).

On pourrait citer aussi un jeu, le mikado, et la boisson alcoolisée à base de riz nommée saké.

Autres mots d'origine japonaise : le kakémono (un tableau) et bien entendu le célèbre karaté, art martial.

Enfin un nom moderne : le karaoké, ce divertissement qui consiste à chanter en public à l'aide d'un appareil qui fait défiler les paroles sur un écran et qui fournit l'accompagnement musical.

AUTOUR D'UN MOT

Orage, du latin aura (vent).

Toute perturbation atmosphérique violente et caractérisée par des éclairs du tonnerre et des rafales de vent, de pluie ou de grêle est un orage. Les signes de l'orage sont : chaleur lourde, accablante, ciel couvert, nuages bas et noirs.

L'orage se manifeste par des phénomènes électriques. En mer on parle alors de «coups de chien» ou de «coups de tabac».

Au sens figuré on parle aussi d'orage... orage dans la conversation, dans les discussions qui peuvent devenir violentes, orageuses, tumultueuses et agitées.

L'idée d'orage au sens propre comme au figuré comporte toujours une idée de violence, de tourmente et de malheur. On peut y remédier si on en croit Sénèque, philosophe latin du I^{er} siècle qui disait : «C'est pendant l'orage que l'on connaît le pilote»... alors si le pilote est bon !

JEU DE MOTS

Corps de couleur jaune, c'est aussi sous une autre orthographe la conjugaison d'un verbe évocateur de bien des maux.

Deux homonymes à trouver.

Réponse : Le soufre (avec un seul F), corps non métallique de couleur jaune. Et souffre (avec deux F), forme conjuguée au présent du verbe souffrir : je souffre.

DES MOTS D'AUJOURD'HUI

Le verbe flasher.

Flasher, de l'anglais flash (éclair) est apparu dans le langage français au début des années 80.

Flasher sur... c'est s'intéresser par... avoir le coup de foudre pour... Ainsi on peut flasher sur quelque chose ou sur quelqu'un.

Les amateurs de pure langue française éviteront d'employer ce verbe venu directement d'outre-Manche et qui est du langage familier.

Les termes flash et flash-back sont beaucoup plus anciens.

Flash : lampe émettant une lumière brève (1918).

Flash-back : séquence d'un film «quant un fait passé (1923).

Il est recommandé de dire retour en arrière pour parler d'un pur français.

DES MOTS VENUS D'AILLEURS

Quelques mots français viennent du japonais. Il en est ainsi du soja, plante herbacée riche en protéines. On trouve aussi kimono (longue tunique à manches), le fruit kaki et bien naturellement le yen, unité monétaire du Japon.

Les arts martiaux tels que le judo et les pratiquants du judo les judokas, fournissent un certain nombre de mots d'origine

NATION

POUR UN VÉRITABLE DÉVELOPPEMENT DU BÉNIN, IL FAUT DES BÉNINOIS NOUVEAUX

(Suite de la première page)

pement, c'est-à-dire un modèle de développement propre au Bénin qui tienne compte à la fois :

- des réalités socio-culturelles ;
- de la croissance des incertitudes dans tous les domaines de l'activité humaine.

Comment préparer dès à présent, cet avenir ? Mentionnons d'entrée que ces motivations s'expliquent par le fait qu'il y a eu beaucoup de lacunes en matière de gestion stratégique dans notre pays. On peut citer entre autres lacunes :

- l'absence de stratégies de développement à long terme, servant de cadre de référence aux politiques de développement ;
- l'imprécision des objectifs et des politiques à moyen terme ;
- l'insuffisance des capacités de conception des politiques sectorielles et d'analyse économique au niveau des différents secteurs clés de la vie sociale, économique et politique nationale ;
- l'impact mitigé des Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) qui servent de cadre de référence pour les politiques macro-économiques et sectorielles, accordant une prépondérance aux considérations de court terme et aux décisions à courte vue, entraînant une gestion au pifomètre, aux improvisations de toutes sortes, etc. Ainsi, la réflexion longue à travers la prospective est absente de toutes les actions de développement menées depuis 1960 jusqu'à nos jours ;
- les plans nationaux de développement mis en œuvre depuis les indépendances n'ont pas véritablement donné les résultats escomptés. En outre, les populations à la base n'étaient ni plus, ni associées à la définition des objectifs et stratégies de développement, ni associées au processus de prise de décision et de contrôle ;
- les projets de développement conçus en l'occurrence étaient exclusivement axés sur des préoccupations purement économiques, laissant à la traîne les autres dimensions du développement, notamment celle culturelle. Car, le développement est un phénomène social total, nécessitant :
- la mobilisation et la gestion des ressources humaines avec efficacité ;
- la prise en compte des transformations sociale, institutionnelle, politique, écologique, technologique, etc.
- le manque de vision dans la gestion du développement.

UNE ADMINISTRATION DE DÉVELOPPEMENT

Le paroxysme de ces lacunes de gestion remonte à la fin des années 80 ; notamment en 1989, où l'on a assisté à une banqueroute généralisée au niveau du Bénin. Cela voudrait dire que la démarche adoptée pour gérer le développement jusque-là n'a pas bien fonctionné. C'est une approche plutôt qualifiée d'administration du développement où l'État devrait intervenir en grande partie. Or, l'intervention publique ouvrirait la route de la servitude tant la pratique du libéralisme économique. La pratique de la planification du développement était fortement recommandée et centralisée, émanant de la voie des préceptes de la nouvelle économie du développement (École structuraliste). Il ne s'agit pas de récuser ici l'idée même de la

planification dans la mesure où ce qu'on appelle libre concurrence n'est qu'une planification décentralisée. Il ne s'agit pas non plus de disputer, comme le souligne le prix Nobel d'économie Hayek, s'il faut ou non planifier. Pour Hayek, on dispute plutôt si la planification doit être centralisée par une seule autorité pour tout le système économique, ou si elle doit être divisée entre de nombreux individus. Pour certaines catégories de gens, exception faite à toute référence aux recommandations de la Conférence des Forces Vives de 1990, la planification signifierait nécessairement la direction de tout le système économique selon un plan unifié et centralisé, prérogative exclusive de l'État. Adopter une telle attitude, c'est oublier le choix du libéralisme économique fait par cette conférence nationale de 1990. C'est également oublier que la concurrence qui est au cœur de ce libéralisme économique entraîne forcément une planification décentralisée entre de nombreuses personnes et structures décentralisées de développement. Il va sans dire que planifier du centre, « c'est se donner l'illusion de maîtriser le changement et d'en limiter les défis ». Or, l'économie, selon certains auteurs, « c'est de la vie, et non de la science. C'est de l'imprévisible, c'est un renouvellement incessant des circonstances ».

LA NÉCESSAIRE REPRÉSENTATION DES FORMES QUE L'AVENIR EST SUSCEPTIBLE DE PRENDRE

Voilà pourquoi la vie économique concrète ne saurait se réduire à un mécanisme, dans la mesure où elle est faite d'évolutions, de changements, d'adaptations perpétuels. C'est bien là, l'un des objets des études prospectives qui n'ont pas pour mission de planifier sur vingt (20) ou trente (30) ans, mais cherchent plutôt à se représenter les formes que l'avenir est susceptible de prendre pour mieux cibler et orienter les actions de développement. Dans ce sens, ces études facilitent la planification décentralisée qui est la seule issue au problème de l'organisation sociale, économique et politique de notre pays ; parce que c'est elle qui valorise le mieux la décision individuelle et de l'ensemble social. C'est aussi elle qui est la seule, capable d'assurer une meilleure « adaptation rapide aux changements dans des conditions spécifiques de temps et de lieux », dans un pays aussi pluriel et diversifié qu'est le Bénin. À mon avis, le libre marché tant prôné par la Conférence Nationale de février 1990 est planificateur et il est exprimé par les prix qui agissent pour coordonner les actions séparées de gens différents. Car, le prix n'indique pas seulement les conditions d'un échange entre deux ou plusieurs parties, mais il résume l'état d'un ou plusieurs marchés, au sens d'un optimum parétien.

Par conséquent, la planification centralisée du développement a volé en éclat, parce que les espoirs qui ont été mis dans cet instrument n'ont pas été satisfaits à travers

les résultats attendus et obtenus. Ainsi à partir de 1990 et suite aux conclusions de la Conférence de Maastricht, on a pensé qu'il fallait réintroduire la prospective, à travers les Etudes Nationales de Perspectives à Long Terme, dans la gestion du développement en Afrique et au Bénin. La réflexion stratégique à long terme constitue ainsi un correctif à la planification du développement, au point où l'on a parlé du renouveau de la planification. Alors, avec les études prospectives à long terme, il s'agit désormais de créer un cadre de référence stratégique pour les actions de développement avec l'avènement de la décentralisation à un seul niveau au Bénin. Voilà donc quelques mobiles qui ont amené les gouvernements africains qui désirent le changement dans un sens positif à adopter la réflexion stratégique, plus précisément, l'étude prospective dans la gestion du développement. De manière plus dynamique, la gestion du développement est plus nuancée que l'administration du développement. Celle-ci, par opposition à l'École Structuraliste, suppose la participation de tous les secteurs et institutions de la société, de l'État et de la société civile, des entreprises publiques, coopératives et privées ainsi que des organisations non

gouvernementales, des organisations bénévoles et des organisations émanant des populations (Futurs Africains, 1994).

LA GESTION DU DÉVELOPPEMENT : UNE ŒUVRE DE TOUT LE MONDE

En fait, la gestion du développement est un fardeau partagé partout le monde, y compris les organismes et agents extérieurs participant au développement du pays. Elle emprunte la voie des préceptes de l'école néoclassique où l'État justement joue parfaitement son rôle de pouvoir régulateur et où la théorie des utilités et des productivités marginales est de mise. Le marché reste au cœur même de cette approche à travers le mécanisme des prix qui permet la répartition des richesses et qui communique l'information. Ce système des prix communique, en vérité, à l'homme et à tout agent économique sur le terrain, les informations qui lui permettent d'agir en efficacité et en cohérence avec l'ensemble économique-social. Ces informations sont relatives à l'indication des coûts de production et de transport, de la disponibilité des produits, des réactions de la clientèle, l'indicateur régulateur des flux de marchandises, etc. À ces données destinées à l'homme du terrain, il faut ajouter les autres informations supplémentaires dont il a besoin pour adapter ses décisions au schéma des changements d'un système économique et social plus large, fourni par les NLTPS.

Vous voyez donc qu'il y a là deux courants de pensée qui s'opposent. Progressivement, les études prospectives viennent redonner un peu de souffle à la planification du développement et au développement humain durable en leur débattant le terrain. Ces études qui apparaissent fondamentales, sont en amont du développement

humain durable qui se voudrait être véritablement durable sans tomber dans les erreurs du passé. En outre, ces études sont un tremplin pour une meilleure élaboration des plans de développement. Voilà le mobile profond de la réintroduction des études prospectives dans la gestion du développement. Et pourquoi davantage ? Eh bien, parce qu'il a manqué à travers l'absence du cadre de référence stratégique ce qu'on appelle la vision. On a souvent fait une gestion à courte vue, sans embrasser les différents paliers du développement. On a pensé et pratiqué que seul le développement économique était au cœur du processus de développement. Mais il s'est avéré que ce n'est pas vrai. Il fallait tenir compte aussi bien de la culture, de la société, de l'environnement, de la technologie, de la politique. La conférence de Maastricht en 1990 a mis l'accent sur les aspects culturels, démocratiques, politiques et autres qu'il faudrait pour un vrai développement. Voilà ce que je pourrais appeler les motivations de la réalisation des Etudes Nationales de Perspectives à Long Terme, sans oublier d'ajouter que la crise de gestion du Bénin est une crise de vision et d'organisation.

CONTENU DES NLTPS

Parlant du contenu, je dirais que l'approche méthodologique adoptée par les Etudes Nationales de Perspectives à Long Terme suit de près la méthodologie générale appliquée pour la réalisation des études prospectives. Elle combine les méthodologies participatives et en planification stratégique. L'exercice NLTPS se consacre, dans une première partie à l'étude du passé et du présent dans ce que l'on peut appeler analyses diachronique et synchronique sur les principales tendances sociales, culturelles, économiques et politiques du pays ou du système étudié, susceptibles de se développer à l'avenir ; sans oublier les agents de changement ou les acteurs, susceptibles de jouer un rôle important dans le processus du développement. La seconde partie des études prospectives est consacrée à l'analyse du futur pour ensuite déboucher sur des formulations de stratégies de développement national à long terme, en s'appuyant sur la collecte des informations, les analyses et quelques-unes des théories utilisées dans la première partie. Ainsi, les résultats de ces Etudes se fondent sur ceux des différentes phases de l'exercice qui explicitent mieux ces deux parties, à savoir :

- **Phase 1 : identification de la problématique de développement**, qui consiste essentiellement à identifier les aspirations nationales dans les domaines économique, social, politique, environnemental, culturel et technologique, ainsi que les questions majeures en matière de problèmes de développement ;

- **Phase 2 : construction de la base de l'étude** : cette phase permet d'identifier les tendances lourdes, les variables et facteurs clés, les germes de changement ou faits porteurs d'avenir, les incertitudes critiques, les forces, les faiblesses, les opportunités et les menaces, qui peuvent handicaper le pays-Bénin ou au contraire favoriser sa bonne marche vers la réalisation d'un futur désiré. Cette phase est aussi consacrée à l'analyse des dynamiques les plus importantes de la société, du rôle des acteurs et de leurs centres d'intérêt. Tout ceci permet de dégager les



M. Laurent Ogawa Agossa
Coordonnateur NLTPS-Bénin

NATION

spécificités propres au Bénin, ou au système et sa marge de manœuvre.

- Phase 3 : construction des scénarios : c'est la phase des scénarios multiples de développement et de la vision nationale partagée. Elle élabore un certain nombre de scénarios sur les différentes perspectives d'avenir du pays, s'appuyant sur des jeux d'hypothèses et les résultats des Phases 1 et 2.

- Phase 4 : Elaboration des stratégies globales, basées sur l'analyse de la situation du pays étudié, des aspirations nationales et de la vision nationale partagée.

- Phase 5 : opérationnalisation des stratégies ou l'étape de préparation des plans et programmes à court et moyen terme pour réaliser le futur désiré par tous, à travers les aspirations formulées et la vision.

C'est ici que commence véritablement l'exercice de la planification. Voilà pourquoi, nous avons dit plus haut que les Etudes Nationales de Perspectives à Long Terme sont en amont de la planification du développement et du développement humain durable. Dans cette approche, il existe certains concepts clés qui sont utilisés et sur lesquels il est bon de dire un mot. J'ai tantôt parlé de vision, et cette vision dans notre approche doit être partagée. C'est à dire que ceux qui nous gouvernent doivent être des leaders visionnaires. Il ne s'agit pas d'une vision intuitive mais celle qui repose sur la rationalité : une vision qui utilise les outils de décisions dans la mesure où la vision est la clé du leadership. Ainsi, le leader visionnaire ou proactif est le dirigeant capable de persuader les autres d'engager leurs ressources pour la réalisation de nouvelles visions à la fois possibles et désirables à tous les échelons. Autrement dit, le leader visionnaire doit :

- avoir la confiance des acteurs ;
- être capable d'anticiper les changements adverses ;
- être capable de détecter des opportunités potentielles en vue de les exploiter rationnellement ;
- être capable de mobiliser les énergies les plus adéquates pour relever des défis exigeant de formidables capacités de dépassement de soi et de confiance en soi. Et cela, il y en a pas du tout. On a des leaders intuitifs parfois démagogiques et pas rationnels ni anticipateurs à travers une attitude stratégique. Par conséquent, les leaders politiques désireux d'accélérer le développement du Bénin devraient s'efforcer de promouvoir la création de visions partagées grâce à la participation de la société civile. A défaut de cela, les Etudes Nationales de Perspectives à Long Terme constitueraient une réponse adéquate à ce manque au sein de nos leaders politiques ou autres. C'est d'ailleurs dans ce sens que Peter DRUCKER (1989) a écrit : « Dans le passé — et de nos jours encore — le leadership politique se structurait sur la base des divergences qui émergeaient à propos des buts. Dans l'avenir, le leadership politique de type nouveau consistera, de façon croissante, à s'organiser à partir des convergences de points de vue sur les buts ; ce qui reviendra, de fait, à mobiliser le consensus sur les buts. Vous voyez que la mobilisation autour d'une vision commune largement partagée est encore d'actualité et urgente au Bénin.

FINALITÉ DES NLTPS

Les études nationales de perspectives à long terme permettent donc la construction de cette vision là, partant de ce que nous appelons les aspirations des populations et les scénarios. Ces aspirations ne sont rien d'autres que les objectifs définis à long terme en matière de développement par les populations béninoises. Elles ne sont que l'idéalisa-

tion du futur, c'est-à-dire nos rêves, à quoi aspire le peuple béninois en matière économique, culturelle, sociale, environnementale etc. Ces rêves sont exprimés et traduits en réalité en suivant bien sûr un processus donné par le biais de la phase 1 décrite brièvement ci-dessus. Quand vous me dites par exemple que je rêve que d'ici à demain je puisse m'endormir correctement pour aller à la messe ; à travers ce rêve, j'exprime un problème financier pour m'acheter de belles chaus-sures, de belles chemises et je rêve que demain, l'organisation de la société puisse me permettre d'avoir les moyens nécessaires de me procurer ces biens tant rêvés qui me manquent aujourd'hui. C'est un rêve qui traduit une réalité de développement.

Autre concept, il y a l'apprentissage national reposant sur l'utilisation efficiente des expériences cumulées par les populations pour l'amélioration de la prise de décision dans le futur. Vient ensuite la planification par scénarios où ces derniers sont des hypothèses du futur permettant d'anticiper les discontinuités majeures ou ruptures dans les cheminement possibles de développement. Ils permettent d'attirer l'attention des décideurs et des autres agents économiques sur les processus causaux et des points de rupture anticipés dans le futur, afin de les aider à une bonne prise de décisions.

Il y a également le concept de gestion stratégique du développement qui implique à la fois la planification et la mise en œuvre des stratégies en tant qu'activités complémentaires. L'accent est mis sur le processus de formulation des stratégies et sur la mise en œuvre des plans d'actions, conformément à la définition même des études prospectives. En effet, ce sont des études qui explorent les différents futurs possibles en vue de déterminer les domaines de préférence dans ces futurs-là dont un est appelé le futur désiré, c'est-à-dire le futur voulu par les populations parce que les aspirations ont été exprimées dans ce sens. On les conjugue avec la construction des bases de données qui déterminent les spécificités du Bénin ou du système afin de construire les scénarios qui sont les cheminement possibles pour le Bénin. Dans ces cheminement possibles, il y a des aléas ou des perturbations qui peuvent s'y introduire. On les stationnarise par ce qu'on appelle la formulation des stratégies qui permettent de corriger certaines tendances lourdes. Si on prend par exemple le poids démographique depuis 1960 à aujourd'hui et d'ici à l'horizon 2025, comment peut-on répondre aux besoins exprimés en conséquence par plus de 17 millions d'habitants du point de vue alimentaire, de la production, etc. ? Les stratégies permettent donc dès à présent de commencer par poser des actions pour répondre à ces besoins futurs. Sinon, on est souvent surpris par le temps et on fait du surplace. Car, on n'a pas pris suffisamment du recul pour mieux agir. Et c'est là l'intérêt de la réflexion stratégique parce que le long terme qui a été absent dans les questions du développement nous permet de voir quelles actions poser de manière à mieux gérer progressivement notre développement pour ne pas être confrontés à de graves problèmes de gestion et de prise de décisions.

Je tiens par ailleurs, à souligner également que les études prospectives à long terme constituent un grand projet de société pour une nation plurielle. Vous savez que le Bénin est composé de plusieurs ethnies et que les aspirations ont été exprimées par les uns et les autres sans distinction de race. Tout cela est mis ensemble après une coupe transversale pour aller à l'essentiel. Donc, il y a ce caractère participatif que je voudrais souligner, comme concept clé, avec les populations à la base qui sont analphabètes, ne sachant ni lire, ni écrire, mais qui ont leur manière de participer en exprimant leurs souhaits pour l'avenir du Bénin. La participation assure l'implication productive de toutes les fractions de la société civile et

politique à la construction d'une vision partagée du futur et l'adhésion de tous à la nécessité d'œuvrer à la réalisation du futur désiré. L'approche participative est nécessaire pour améliorer la qualité des décisions stratégiques. L'autre aspect de la participation est technique. Il regroupe les gens au sein des ateliers qui font appel à des cadres compétents qui réfléchissent et utilisent des méthodes pointues bien déterminées pour aboutir à des résultats performants et fiables. J'ai dit tantôt que la gestion du développement doit être liée à la rationalité aussi bien économique, politique que sociale. Or, on constate généralement que les gouvernants ne perçoivent pas l'importance de cette rationalité dans la gestion du développement. Ils pensent souvent qu'ils peuvent toujours improviser. Non ! Cette méthode est dépassée, si l'on veut être compétitif dans un environnement régional et mondial difficile et exigeant. Cela dit, les études nationales de perspectives à long terme sont un instrument important à la disposition des décideurs à quelque niveau qu'ils se trouvent pour prendre les bonnes décisions, parce que ces études utilisent les outils nécessaires de rationalité pour parvenir à des conclusions importantes, pertinentes, cohérentes et fiables. Il faut le comprendre aujourd'hui. Sinon, nous allons faire de la gestion s'inspirant de notre propre intuition qui ne repose ni sur la rationalité, ni sur les anticipations, ni sur les outils d'aide à la décision. Or, la multiplication des produits, la diversité des marchés et la complexité des politiques l'exigent à cette ère très mondialisée. Les études nationales de perspectives à long terme permettent à l'individu, aux décideurs se servant de ces outils d'aide à la décision de provoquer les événements dans le sens voulu ; c'est-à-dire dans le sens de la réalisation des aspirations, des préférences possibles, du futur désiré. A travers ce dernier, il y a la vision partagée qui exprime ce que sera l'avenir du Bénin. Et c'est cela qu'il faut préserver à tout prix pour construire le développement du Bénin quelles que soient les stratégies qu'on aimerait mettre en œuvre. Enfin, le caractère national de l'exercice est un autre concept très important, faisant des NLTPS un forum non partisan et non une plateforme pour la promotion d'intérêts partisans. Dans ce cas, je puis dire sans me tromper que les NLTPS sont un exercice neutre à caractère non gouvernemental, de manière à inspirer confiance à toute l'opinion publique.

Cette neutralité des NLTPS à travers leur caractère national se vérifie aisément au Bénin dans les différents organes qui composent le cadre institutionnel de Bénin 2025. Ces organes sont :

- la Commission Nationale de Réflexion Prospective ;
- la Cellule Technique de Pilotage de Bénin 2025 ;
- les Conseils Scientifiques Thématiques pour la crédibilité morale et scientifique des travaux réalisés dans le cadre de Bénin 2025 ;
- les Groupes Pluridisciplinaires de Travail pour les thématiques majeures ;
- etc.

« La Croix du Bénin » : Au regard de la mentalité des décideurs béninois peu enclins au respect du cadre de développement tracé, certains Béninois émettent des réserves par rapport à la mise en œuvre des résultats de ces études. Qu'en dites-vous ?

M. Laurent Ogowa Agossa : Je dirais, d'une part, que ceux qui émettent des réserves par rapport aux résultats des études nationales de perspectives à long terme ont raison ; mais, d'autre part, ils n'ont pas raison. Je m'explique. On dit par exemple que les études nationales de perspectives à long terme ne servent à rien ; c'est encore une étude de plus selon certaines personnes. Ces interrogations et inquiétudes laissent transparaître que ceux qui s'expriment de cette

manière n'ont pas confiance en eux-mêmes. C'aurait été un Européen qui serait en train de parcourir les villages et villes du Bénin pour réaliser ces études-là que les Béninois ne diraient pas que c'est une étude de plus. Cela pose vraiment un problème de fond en matière de développement. J'avais souligné tout à l'heure que les études nationales de perspectives à long terme sont un grand projet de société parce qu'elles intègrent à la fois l'imagination réaliste et la créativité pour un futur désiré. Et dans ce sens, elles permettent de créer un cadre de référence stratégique pour le développement. Si nous l'avons compris, nous dirions plutôt que c'est une bonne chose et n'émettrions pas de réserves, tout simplement, parce que le développement de notre pays souffre de l'absence de ces études nationales de perspectives à long terme à travers la vision. Interrogez le passé ? Depuis 1960, on n'a pas eu de cadre de référence stratégique de développement à long terme. On a toujours fait les choses au pifomètre. Pre, on a toujours privilégié le développement économique au détriment des autres piliers du développement. Nous l'avons souligné plus haut.

LES NLTPS : AUDACE CERTAINE POUR UN CHANGEMENT RADICAL

Notre mauvaise compréhension de la nécessité de ces études, peut nous conduire loin et nous faire répéter les mêmes erreurs que par le passé. Nous ne percevons pas l'importance de l'instrument de développement que constituent les études nationales de perspectives à long terme dans la gestion stratégique du développement. Vous savez, le développement est en fait commandé par le facteur immatériel, dont une grande partie est le mental. Souvenez-vous que j'ai dit tantôt que si c'était un Blanc, les gens réaliseraient autrement. Donc ce mental commande le développement. Et ceci fait appel déjà à une certaine attitude qui n'est pas propice à accepter ce que l'autre fait surtout s'il est un Africain à plus forte raison un Béninois. C'est très important. Vous savez, les traits les plus immatériels d'une civilisation sont : la religion, les préjugés, la superstition, les réflexes historiques, les attitudes à l'égard de l'autorité, de l'autre qui réussit bien, les tabous, les mobiles de l'activité, les coutumes, les contes et proverbes, les comportements envers le changement, la morale de l'individu et du groupe, les valeurs, l'éducation que je souligne d'un grand trait à travers le capital humain (Peyrefitte, 1995).

En effet, l'éducation résume le capital humain. Que faisons-nous du capital humain au Bénin dans le processus du développement ? La question que vous avez posée est très importante. Elle montre comment en partant du Béninois de la rue au gouvernant décideur, l'on perçoit l'autre. Dans tous les cas, les Etudes Nationales de Perspectives à Long Terme qui embrassent tous les domaines du développement sont uniques en leur genre. Jamais, on a réalisé pareilles études au Bénin. Et je suis prêt à ranger ces études dans les tiroirs si on peut m'apporter la preuve qu'elles ont été déjà réalisées une fois chez nous telles qu'elles se font aujourd'hui, exception faite du Plan National d'Action Environnementale. En fait, les Etudes Nationales de Perspectives à Long Terme dérangeant. Du coup, elles amènent à une certaine audace pour un changement radical dans la mesure où ces études mettent tout à nu ; aussi bien l'homme lui-même puisqu'il ne croit pas en lui-même au départ et par conséquent, il ne croit pas en ce qu'il fait et en ce que fait l'autre. Cela s'appelle une attitude négative face au développement. J'ai croisé ceux qui pensent qu'ils ont raison en émettant des réserves sur ces études, comprennent des raisons que leur raison est

(Lire la suite à la page 12)

RELIGION... RELIGION... RELIGION... RELIGION... RELIGION... RELIGION...

50^{ème} ANNIVERSAIRE D'ORDINATION DU PÈRE YVES CALVEZ À CHABICOUA

Le 6 juillet dernier, la paroisse de Chabikouma était en fête. Elle célébrait le 50^{ème} anniversaire de l'ordination de son «recteur» le Père Yves Calvez. La paroisse étant à cheval sur les diocèses de Natitingou et Djougou, les évêques de ces deux diocèses, Mgr. Pascal N'Koué et Mgr. Paul Kuassivi Vieira, présidaient la fête. Cette dernière commença par la messe concélébrée par les deux évêques qu'entouraient le jubilaire et de nombreux prêtres, à vu la participation d'une foule immense venue rendre grâce avec son pasteur. La fête a continué toute la journée.

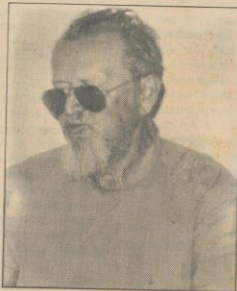
À cette occasion, l'abbé Simon Abalorou, originaire de Chabikouma et fils spirituel du Père Calvez, a pris la parole pour retracer l'itinéraire du père Calvez :

« Né le 5 mars 1923 à Plouguerneau en France, le père Yves Calvez est ordonné prêtre le 6 juillet 1949. Après ses études, en 1950, il est envoyé dans le vaste champ missionnaire de l'Afrique. Il passe 14 jours sur la mer à destination de Cotonou.

« Une fois à Cotonou, le père Calvez y restera 6 jours avec les pères Jean Chenavier et Yves Guillou. Le père Bréhier ira les chercher avec son camion. Au milieu d'octobre 1950, le père Calvez arrive à Tanguéta chez le père Chazal qui lui confia tous les villages de la paroisse. Le jeune vicairiste visitait Coby, Materi, Tavakou, Kotiakou, Batia, Tanongou, etc. En 1955, après un congé en France, le père Calvez revient à Kouandé en rempla-

ment du père Yves Guillou qui devait ouvrir la paroisse de Kérou. À Kouandé il continue à parcourir tous les villages dépendant de la paroisse. En 1960, après 5 ans de travail, et un congé en France, le père Calvez est envoyé à Badjoudé pour aider le père Aguilhon. C'est là qu'il confie le secteur nord de la paroisse, ce qui lui donne l'occasion de parcourir les villages tels que Karhoum, Madjatou, Sétra, A n a n d a n a, Tchoulinga et Koukoulbendi.

« En 1960, Mgr. Chopard permet à l'infortuné missionnaire de fonder la paroisse de Tchabikouma. Sur place, le père local est chez Fabien, un togolais de Koumè, un commerçant, qui allait le présenter au chef du village, Akobassa. Le père allait de temps en temps partager avec lui son repas. À l'école, il apprenait aux élèves à prier. Il accepta aussi de jouer le rôle d'infirmier, tout au moins pour soigner les écoliers. En récompense de ce dévouement et de ce zèle



Père Yves Calvez

missionnaire qui avaient des impacts sur la vie sociale de la population, Akobassa lui donna un terrain subdivisé en trois parties : une première partie pour l'école, une seconde pour le presbytère, puis une troisième pour le domicile des sœurs dont l'installation était alors en perspective.

« Avant la construction de l'église en 1968, le père Calvez s'est d'abord occupé des écoles, en vue de l'instruction des paysans. En 1969, le père

Calvez recherche une communauté religieuse. En 1970, il obtient une réponse favorable des religieuses hospitalières de Saint Joseph du Canada qui résidaient à Badjoudé. Elles ouvrirent le dispensaire et la maternité.

« Le père Calvez encourageait aussi les vocations sacerdotales. Il envoya au séminaire Notre-Dame de Fatima de Parakou Jacques Mayaba. Aujourd'hui membre de la Cour Constitutionnelle puis Jean-Pierre Patara aujourd'hui instituteur. En 1985, il tenta encore une autre expérience en en-

voyant toujours à Fatima, Simon Abaloro. Ce dernier fut ordonné prêtre le 19 décembre 1997.

« Il faut mentionner aussi que le père Calvez a travaillé dans le sens de la promotion de la condition féminine. Il a eu la joie de voir la naissance d'une vocation religieuse : sœur Josephine Bio Iro qui a fait ses premiers vœux chez les sœurs OCPSP le 7 septembre 1998.

« Sur les grandes avenues de son ministère, la pauvreté lui a tendu les mains et il l'a embrassée. En effet, le père Calvez a vécu l'authenticité de la pauvreté. À l'instar de Saint Paul, il savait vivre du strict minimum et arriver à gérer les moments d'abondance comme les temps de pénurie. Dans les méandres de ces vicissitudes, il restait toujours égal à lui-même.

« De ces cinquante années de sacerdoce, le père Calvez a passé 34 ans chez nous à Chabikouma. À dire vrai, toute la population a bénéficié de son zèle missionnaire et tous les secteurs d'activité en ont été fortement influencés.

« Père Calvez, nous ne pouvons jamais vous rendre tout le bien que vous nous avez fait. Mais nous continuerons de prier pour que vos vieux jours soient beaux pour que Dieu vous accorde sa paix et sa joie éternelle. »

Le Rd P. Pierre Rihoud (SMA)

NEUF PROFÈS TEMPORAIRES ET UN PROFÈS PERPÉTUEL AU SERVICE DES MALADES

La communauté caméenne du Bénin accueille neuf néo-profès temporaires et un profès perpétuel. Au total dix personnes consacrées qui font la joie de toute la communauté. L'événement s'est déroulé le mardi 14 septembre 1999, à 16 heures, dans la maison de formation des religieux caméniens sise à Ouessé-Sèghanou.

Qu'il vous souvienne que « l'Ordre des Serviteurs des Malades en tant que membre de l'Eglise a reçu par son fondateur, saint Camille, le don de témoigner de l'inaltérable présence de la charité du Christ envers les malades (de la constitution article n° 1). Telle est la vocation première de tout Camélien. Vocation à laquelle le consacré dit un oui temporaire puis un oui définitif à Dieu. C'est dire que la consécration religieuse est un don total de soi à Dieu, un engagement personnel envers le Dieu vivant et véritable. Le radicalisme évangélique, la vie de communion fraternelle et la profession des conseils évangéliques demeurent les principes de base de toute vie consacrée.

Le mardi 14 septembre 1999 qui est un mémorable jour pour l'Ordre des Caméniens, les novices Abathan Karl Jacques, Adjihoumè Désiré, Ametou Aniket, Assavèdo Armand, Dégboé Gui Gervais, Hounssinou Albert Claude, Hounsou Serge Yvon, Kpatkana Denis, Nayéton Epiphane ont émis leurs premières professions religieuses (ceci pour un an) et ont accepté de vivre selon les normes de la constitution et les dispositions générales de l'Ordre. Pendant ce temps le frère Alognon Valentin Marius s'est engagé pour toujours à

travers sa profession perpétuelle. C'était au cours de la même célébration eucharistique.

CÉLÉBRATION EUCHARISTIQUE

À 16 heures le grand hall de la maison aménagée pour la circonstance accueille l'imposante procession d'entrée. La célébration eucharistique a été présidée par Mgr. Gilbert Dagnon, administrateur diocésain de Cotonou entouré d'une vingtaine de prêtres parmi lesquels on notait la présence des pères Pietro Sanctoro, supérieur provincial de la province Siculo-Napolitaine, Anthonio Pucca, conseiller provincial, Prosper Konégo, maître des novices et une importante délégation burkinabé.

C'est devant une foule de religieux et religieuses, fidèles laïcs, parents et invités venus nombreux pour rendre grâce à Dieu pour ses multiples merveilles que les différents rites se sont déroulés : appel des novices, profession de leur vœu temporaire pour un an, dans le recueillement de tous les fidèles, bénédiction des habits, habillement puis remise de la Constitution et les Dispositions générales de l'Ordre par le père Pietro Sanctoro, et signature du registre.

Après lecture des textes du jour, Mgr. Gilbert Dagnon prit la parole pour exprimer ses sentiments et prodiguer de sages conseils aux heureux du jour en insistant surtout sur les conseils évangéliques, l'amour du prochain et l'Eucharistie, sommet de toute vie communautaire. « Quand un homme est bien portant, droit, dira Mgr. Dagnon, bien habillé, on aime s'approcher de lui, mais quand il est dans son lit tout malade, tout amaigri,

vraiment il faut quelque chose au cœur pour accepter de s'approcher de lui. Et vous avez accepté de vivre cela par amour pour Jésus. Qu'il vous bénisse, qu'il vous aide et qu'il vous fasse vraiment parvenir à cette charité parfaite.

Mais pour y parvenir, Dieu vous propose des moyens que vous avez acceptés aussi : la Pauvreté, l'Obéissance et la Chasteté parfaite.

S'adressant aux heureux du jour, l'administrateur diocésain de Cotonou conseille : « Mes chers amis, il n'est qu'un secret pour vous pour tenir bon, pour essayer d'aimer, pour essayer de vous rapprocher du Bien-Aimé. C'est l'Eucharistie. Ne l'oubliez pas. Tenez fermement à l'Eucharistie, fermement au sacrifice de la messe vécue quotidiennement, tenir à la Communion reçue chaque jour dans un corps bien pur et tenir tout particulièrement à la visite au Bien-Aimé. Savoir parler à ses pieds chaque jour, chaque



Frère Valentin Marius Alognon.

soir pour lui reparter de votre journée, pour lui reparter de vos joies, pour lui reparter de vos faiblesses, pour lui reparter de vos peines. Lui il est l'ami qui veut que nous vivions de Lui avec Lui et en Lui. Ne l'oubliez pas. Si vous êtes fidèles à cela, vous trouverez la grâce de parvenir à cette charité parfaite.

Maintenant, regardez vers la Croix de Jésus, cette Croix glorieuse, le signe de la grande espérance qui nous dit que les peines de cette terre doivent être comptées pour rien, et d'ailleurs, quand on a l'amour au cœur, la peine est comptée pour rien. Saint Augustin l'a si bien dit : « Ubi a matur non laboratur, aut si laboratur laboratur amatur » : là où il y a l'amour, il n'y a jamais de peine, ou s'il y a de la peine, la peine est comptée pour rien. Alors vous avez cette Croix gravée sur votre poitrine, rouge de sang, couleur d'amour, rouge de sang, signe de la souffrance des malades, rouge de sang, signe du sang que Jésus a répandu pour nous. Vivez donc de cet amour et que cet amour chaque jour vous conduise. J'oserai vous dire, chaque matin, avant d'endosser votre soutane, rebaisez votre Croix et dites à Jésus :

« Jésus, je crois que tu es Amour ; je voudrais comme Toi, être Amour. Donne-moi d'être Amour, d'aimer comme ta Sainte Mère t'a aimé ».

À la fin de la messe, le père Vincent Di-Blazi, supérieur de la maison de formation saisit l'occasion pour remercier Mgr. Gilbert Dagnon et les pères concélébrants. Il a aussi adressé son merci à tous ceux qui, de loin ou de près, ont, d'une manière ou d'une autre, contribué à la réussite de cet événement. Nous demandons au Seigneur de donner à ces dix jeunes fleurs de Pauvreté, d'Obéissance et de Chasteté la grâce de demeurer continuellement fidèles à leur vocation.

Raoul Sahouégnon et Jonas Sodjo

RELIGION... RELIGION... RELIGION... RELIGION... RELIGION... RELIGION...

EN PRÉPARATION AU JUBILÉ DE L'AN 2000 : LE MOUVEMENT « VIERGE PÈLERINE » EN BRANLE AU BÉNIN

« Tu es bénie entre toutes les femmes et le fruit de tes entrailles est béni. Comment ai-je ce bonheur que la mère de mon Seigneur vienne jusqu'à moi ». Lc 1-43.

Ces paroles qui jaillirent des lèvres d'Elisabeth il y a 2000 ans s'actualisent aujourd'hui au cœur des multiples préparations au grand Jubilé de l'An 2000. On se rappelle la date du 10 novembre 1994 où le Pape Jean-Paul II promulgua la lettre encyclique Tertio Millennio Adveniente en vue des préparations spirituelles lointaines et proches du grand Jubilé. Cinq jours après, fut mis sur pied un comité international pour l'organisation du Jubilé. Depuis lors, au plan spirituel, les comptes à rebours ont commencé avec des actions caritatives dans la perspective du 2000^{ème} anniversaire de l'incarnation de Jésus-Christ. C'est dans ce cadre qu'aujourd'hui, un autre projet voit le jour. Il est intitulé Mouvement «Vierge Pèlerine».

UN MOUVEMENT, UNE HISTOIRE

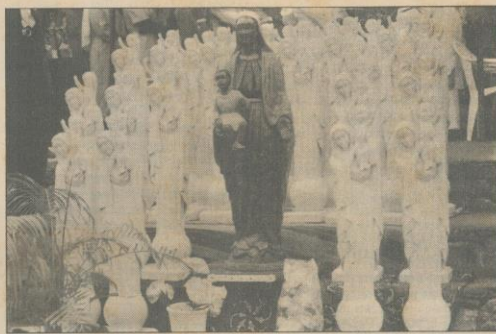
Mûri et travaillé, ce projet a été officiellement lancé sur le plan international à Rome place Saint-Pierre le 8 décembre 1996 avec la bénédiction de 250 icônes et images différentes de la Vierge Marie. Le projet a reçu l'encouragement de sa Sainteté le patriarche œcuménique orthodoxe Bartholomée I^{er} en ces termes : « Je vous félicite pour cette initiative si agréable à Dieu et à sa Mère. Je bénis de tout mon cœur vos efforts pour porter le Christ et sa Mère à travers le monde ». Dès lors, commence, à travers le monde, le grand pèlerinage de Marie à diverses appellations. Parfois transportées dans une remorque, les vierges sont précédées de la Bible et du visage du Christ gravé sur le linéaire de Turin. Ceci jusqu'au 25 décembre 1999, jour de Noël.

LE BÉNIN ACCUEILLE LA « VIERGE PÈLERINE »

Nous l'annonçons dans notre livraison n° 732 du 27 août 1999 (voir notre reportage sur le 45^{ème} pèlerinage au pied de la grotte Arigbo de Dassa-Zoumè).

À l'ouverture de ce dernier pèlerinage national du millénaire finissant, le Mouvement «Vierge Pèlerine» a été officiellement mis en branle au Bénin. C'était le samedi 21 août 1999 à la grotte Arigbo au cours d'une conférence animée par le frère André Delorme Dansou, responsable national de «Vierge Pèlerine».

Parti de la lettre apostolique Tertio Millennio Adveniente, le responsable national «Vierge Pèlerine» a défini le projet comme «une initiative coordonnée par la confrérie Notre-Dame de France, une association très attachée au Saint-Père et à l'Église. Cette dernière, selon le conférencier, désire répondre aux appels de Jean-Paul II à préparer le Jubilé de l'An 2000



La Vierge Pèlerine exposée à la grotte Arigbo de Dassa-Zoumè lors du dernier pèlerinage national marial.

dans la prière autour de Marie comme dans un nouvel Avent. Pour cela, a-t-il poursuivi, des centaines de statues et d'icônes de la Vierge Marie sont pèlerines, de famille en famille, de paroisse en paroisse, de pays en pays pour proposer chaque soir des veillées de prières.

Ce projet, a-t-il précisé, est à la fois une nouvelle «visitation de Marie à ses enfants et un nouveau cénacle de prière avec eux, catholiques, orthodoxes, protestants et tous les autres chrétiens jusqu'à l'An 2000 pour appeler la nouvelle Pentecôte d'Amour qui attend l'Église. La proposition de cette prière vers l'An 2000 qui est à sa troisième année a déjà reçu les encouragements de nombreux cardinaux, archevêques à travers les cinq continents, et tout récemment, le 26 mai 1999, ceux de la conférence épiscopale du Bénin. Cette idée toute simple a permis d'avoir des fruits étonnants de ferveur et de grâces. Il y a partout une évangélisation intense, des prières longues et recueillies, des affluences parfois surprenantes, des conversions, retour à l'Église, messes, confessions, prédication de l'Évangile, demande de baptême, fondations de groupes de prières, de nombreuses vocations sacerdotales et religieuses et beaucoup d'autres fruits ».

AD JESUM PER MARIAM À JÉSUS PAR MARIE

La Vierge est comme l'échelle qui conduit les chrétiens au Christ. Ainsi, l'objectif du Mouvement «Vierge Pèlerine» s'inscrit dans le cadre d'une démarche spirituelle : Le frère André Delorme Dansou l'a énoncé :

« Comme les Rois mages ont suivi l'étoile vers Jésus, toutes les nations pourront marcher vers Jérusalem à la suite des «Vierges Pèlerines» de chaque pays. Car la Vierge Marie sera «pour les chrétiens en marche vers le troisième millénaire, l'étoile qui guidera fermement leurs pas à la rencontre du Seigneur » (Jean-Paul II Conclusion de la lettre Tertio Millennio Adveniente).

« La célébration du 2000^{ème} Noël peut aussi être l'occasion unique de vivre une grande nuit de la Paix et de l'Amour, en sollicitant l'engagement de tous les Chefs d'État du monde à travailler à construire un monde plus juste et plus fraternel, la prière de toutes les Églises chrétiennes et tous les chefs religieux, une rencontre de paix et de fraternité de toutes les religions à Jérusalem et une trêve des combats dans le monde entier entre Noël et le jour de l'An, pour entrer dans le nouveau millénaire en appelant la paix de Dieu. Plusieurs personnalités sont déjà annoncées... Certains chefs d'État qui pensent ne pouvoir faire le déplacement ont promis d'envoyer ou faire diffuser leurs messages en direct sur 56 chaînes de télévision dans le monde et relayés par des écrans géants sur place dans le champ des bergers à Bethléem.

La délégation béninoise et les pèlerins qui quitteront notre pays auront à apporter dans le Musée de Marie à Nazareth, entre autres cadeaux de choix, le texte de la consécration du Bénin au cœur immaculé de Marie et la statue de la Vierge Esco la nys be Nyau fis (Mère de l'Espérance) qui nous représenteront à ce grand rendez-vous de l'histoire. Après Bethléem le mouvement va s'arrêter avec l'aboutissement du projet; ce sera le 08 septembre 2000 à Baillet en France.

« Au Bénin, la Vierge poursuivra son pèlerinage, puisque le mouvement existait déjà en tant que structure de la communauté du Précieux Sang. Il est né dans le but de permettre à la Vierge Marie, Mère de Jésus, de visiter aujourd'hui ses enfants de toute condition partout où ils sont pour les aider et les soulager comme elle le fit autrefois à sa cousine Elisabeth ».

UN MOUVEMENT STRUCTURÉ AUTOUR D'UNE ADMINISTRATION

Selon le conférencier, «l'administration tant locale que centrale de la «Vierge

Pèlerine» s'exerce par ses conseils dont le devoir à chaque niveau est, d'assurer l'unité, de préserver l'idéal primitif de la communauté du Précieux Sang, de conserver dans leur intégrité son esprit, ses pratiques et ses méthodes. Ils sont de deux sortes à savoir :

— le conseil diocésain formé par 2 ou plusieurs foyers ou cellules de bases établis dans un diocèse. Il est assisté par l'aumônier diocésain du Mouvement.

— Le conseil national qui coordonne toutes les activités du mouvement sur l'étendue du territoire. Il est composé de 10 membres élus ou proposés par chaque conseil diocésain.

UNE VISITATION MARIALE À TOUT LE BÉNIN

À la question de savoir comment se dérouleraient les déplacements, le frère André Delorme Dansou répond. « Nous disposons actuellement de 3 chapelles mobiles «Mamamobiles» et de quelques vierges appelées Notre-Dame de visitation. Les Mamamobiles seront pèlerines dans les grands centres pour de grands rassemblements tels que les hôpitaux, les maisons d'arrêt, les usines, les services, les paroisses, les quartiers, etc. Les Vierges de 90 centimètres seront pèlerines de maison en maison, de ménage en ménage et parfois dans certains services. Ces vierges seront réparties dans chaque diocèse et confiées au Conseil diocésain du Mouvement. Nous avons encore reçu en août 30 vierges de 90 centimètres pour organiser la visite dans les foyers de chaque diocèse du Bénin.

Mais étant donné qu'on ne dispose que de 3 «Mamamobiles», notre humble proposition serait :

1 - de répartir les «Mamamobiles» en 3 zones de 3 diocèses chacune :

a°) la zone Sud comprenant les diocèses de Lokossa, de Cotonou et de Porto-Novo ;

b°) la zone Centre-Nord composée des diocèses d'Abomey, de Dassa-Zoumè et de Parakou ;

c°) la zone Nord comprenant les diocèses de Kandi, Djougou et Natitingou.

2 - Que chaque zone reçoive une «Mamamobile» pour une période de 3 mois à raison de 1 mois par diocèse ».

Marie vient donc nous visiter. Elle vient à nouveau visiter ses enfants que nous sommes pour nous conduire à Jésus. Allons nous lui ouvrir les portes de nos cœurs comme sa cousine Elisabeth il y a 2000 ans ?

Brice Oulassou
Séminariste

RELIGION... RELIGION... RELIGION... RELIGION... RELIGION...

GRAND JUBILÉ DE L'AN 2000 : EN MARCHE VERS BETHLÉEM POUR LE 2000^{ème} NOËL

(Suite de la première page)

s'apprête à franchir le seuil du troisième millénaire. L'histoire du salut trouve en Jésus-Christ son point culminant et son sens parfait. La naissance de Jésus à Bethléem n'est pas un fait que l'on peut reléguer dans le passé. Devant Lui, en effet, prend place toute l'histoire humaine: notre présent et l'avenir du monde sont éclairés par sa présence». Cette révélation de Jésus, Fils de Dieu est le fondement théologique du grand voyage spirituel qui sera organisé en direction de Bethléem du 22 au 27 décembre 1999.

BETHLÉEM 2000 : UN PÈLERINAGE UNIQUE POUR UN JUBILÉ EXALTANT

Moment d'adoration, de prières et de louanges, le pèlerinage à Bethléem à Noël 1999 représente le grand rendez-vous qui conduira les fidèles à l'imposante célébration du jubilé de l'An 2000. C'est un événement unique de l'histoire de l'humanité. Il rappelle la Naissance de Jésus Fils de Dieu à Bethléem. Bethléem des temps nouveaux. Bethléem des pauvres. Il n'y a donc aucune cité plus privilégiée pour vivre cette grandiose célébration du 2000^{ème} anniversaire de Jésus-Christ. Aujourd'hui, comme l'ont fait les Rois Mages, il y a 2000 ans, des hommes et des femmes de toutes les nations, langues, peuples et cultures viendront s'agenouiller aux pieds de Jésus et de Marie pour un Noël d'amour, de pardon, de justice et de paix.

La célébration de la Nuit Sainte du 24 au 25 décembre 1999 sera le sommet de ce grand pèlerinage du 2000^{ème} anniversaire de la naissance du Christ.

NAISSANCE DE JÉSUS : FOLIE D'AMOUR

Le mystère de l'Incarnation du Fils de Dieu est une incommensurable folie d'Amour. Amour pour les pauvres, les petits, les enfants, les sans-soutien, les infirmes bref, c'est un Noël d'amour, de pardon et de paix pour tous les peuples. Cette Incarnation du Verbe sera hautement célébrée dans la Nuit Sainte sur la Place de la Nativité et dans le champ des Bergers à Bethléem lors du pèlerinage 2000.

Précédée de quelques heures à Rome de l'ouverture de la Porte Sainte de la Basilique Saint-Pierre du Vatican, la célébration inaugurale de prière et de paix pour tous les peuples dans

la Nuit Sainte sera l'occasion par excellence pour les délégations de toutes les nations de :

- renouveler leur foi et leur attachement à Jésus et à son Évangile d'amour, de pardon et de paix ;
- porter au pied de la crèche l'offrande de leur vie à travers des œuvres artistiques et culturelles ;
- renforcer leur engagement pour la construction d'un monde de justice et de paix pour le troisième millénaire ;

GRANDE PROCESSION NOCTURNE DES OFFRANDES

Du champ des bergers partira une longue procession vers la basilique de la Nativité où cadeaux et présents seront déposés au pied de la crèche. Des prières et des manifestations culturelles auront cours notamment dans la nuit du 31 décembre 1999 au 1^{er} janvier 2000 autour d'une exposition permanente jusqu'au Noël orthodoxe, les 6 et 7 janvier 2000. C'est au cours de ce dernier événement religieux que délégations, patriarches et chefs d'état orthodoxes apporteront leurs offrandes à la crèche. Ensuite, catholiques, orthodoxes et protestants, tous d'un même cœur se dirigeront vers Bethléem pour porter les plus beaux cadeaux et les plus remarquables œuvres culturelles et artistiques en hommage à Jésus et à Marie. Ces offrandes magnifiques de toutes les Églises chrétiennes et de toutes les nations seront installées dans deux musées, le musée de Marie à Nazareth et le musée international œcuménique. Sous le patronage de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, en union avec les autorités palestiniennes, israéliennes,

les responsables de Bethléem 2000, les maires de Bethléem et Nazareth et les responsables des 3 grands patriarcats de Jérusalem, latin, orthodoxe, grec et arménien, ces musées seront inaugurés en Terre Sainte pour l'An 2000.

LE BÉNIN EN PLEIN DANS LES PRÉPARATIFS POUR BETHLÉEM 2000

Confiés au mouvement Vierge Pèlerine, structure de la communauté du Précieux Sang du Bénin, en collaboration avec Mgr. Paul K. Vieira, évêque de Djougou et organisateur du Grand Jubilé au sein de la Conférence épiscopale du Bénin, les préparatifs au pèlerinage Bethléem 2000 sont en branle sur le territoire national.

À Bethléem, les pèlerins béninois présenteront en offrande au cœur de l'Immaculée de Marie le texte de la consécration du Bénin et la statue de Vierge Mère de l'Espérance. Au-delà de ses présents, les Églises du Bénin pensent certainement porter à Bethléem des cadeaux qui témoignent de l'amour de Jésus et de Marie pour notre pays en signe de reconnaissance et d'hommage.

UN JUBILÉ : DES SIGNES

Les manifestations du grand Jubilé de l'An 2000 seront centrées à Rome et en Terre Sainte, lieu où le Fils de Dieu s'est fait homme et a pris chair d'une Vierge nommée Marie. C'est un nouveau pas pour un baiser nouveau: la paix, le dialogue et la tolérance. Juifs, chrétiens, musulmans, tous se réuniront pour lever et porter le flambeau de l'unité et de la paix.

Le pèlerinage Bethléem 2000 est un signe qui consolide la foi et la piété du peuple chrétien. Ce pèlerinage est accompagné du passage de la Porte Sainte. Passer par cette porte signifie «professez que Jésus-Christ est le Seigneur en affermissant notre foi en Lui pour vivre de la vie qu'il nous a offerte».

C'est dans cet esprit que le Pape Jean-Paul II franchira, le premier, la Porte Sainte dans la nuit du 24 au 25 décembre 1999. L'Année Sainte est, de par sa nature, un moment d'appel à la conversion. C'est pourquoi, le Pape appelle à l'indulgence et au pardon. Ce sont des signes d'amour pour un événement d'Amour.

Que Marie, mère de Jésus, fille du Père protège les pèlerins et accompagne leurs pas jusqu'à Bethléem pour la naissance d'un monde d'amour, de pardon, de justice et de paix.

Brice C. Ounou
Séminariste

LE BÉNIN EN MARCHE VERS BETHLÉEM

Organisateur :
Mouvement "Vierge Pèlerine", structure de la Communauté du Précieux Sang du Bénin
03 BP 1262 Jéricho Cotonou - Tél. : 32 05 81
E-mail: communauteprecieuxsang@etodia.intnet.bj

Patronage :
Mgr. Paul Kouassivi Vieira, évêque de Djougou
Organisateur au sein de la Conférence épiscopale du "Grand Jubilé de l'An 2000 au Bénin"
Tél. : 80 01 96 • Fax : 80 90 66.

Trajets : Cotonou - Rome - Cotonou (avion)
Rome - Bethléem - Rome
(bateau : 3 jours aller / 3 jours retour).

Activités spirituelles :
Voyage aller (bateau) : retraite sur le thème :
"Jésus Sauveur"
Voyage retour (bateau) : Retraite sur le thème :
"Marie, Mère de Dieu, Mère de Jésus".

Séjour : Bethléem (3 jours).

Hébergement/Déplacement (à Bethléem) :
Les pèlerins seront logés dans le bateau et se déplaceront à Bethléem en car.

Activités spirituelles (à Bethléem) :
Adoration, prières, louanges, messages de paix des Nations.

Conditions financières :
Cotonou - Rome - Cotonou (avion) : 465 000 F CFA
Rome - Bethléem - Rome (bateau) : 910 000 F CFA *
Frais de gestion Organisation : 125 000 F CFA
Risque de change **: 56 000 F CFA
TOTAL : 1 556 000 F CFA
* Le voyage par bateau nous a été proposé à US \$ 1 400.

Les frais de séjour et d'hébergement à Bethléem sont compris dans ce montant.

Il nous a été conseillé de fixer le taux du dollar US à 650 F CFA pour 1 dollar US compte tenu des variations sur le marché des changes.

** Il nous a été fortement conseillé de nous prémunir contre une possible appréciation de la devise américaine dans les semaines et mois à venir.

Conditions de Règlement :
Une avance de 50% au plus tard le 15 octobre 1999
Le solde de 50% au plus tard le 15 novembre 1999
Un déistement après la date du 15 novembre 1999 fera l'objet d'une retenue de 10% de l'avance.

N.B. : Un cahier de cotisation est ouvert pour celles et ceux qui souhaitent assurer le montant de leur participation.

De retour de Bethléem, ceux des pèlerins qui le souhaitent pourront prolonger leur séjour à Rome pour la célébration le 1^{er} janvier 2000 de la Fête de Marie, Mère de Jésus, béni par Sa Sainteté le pape Jean-Paul II.

Pour tout renseignement sur cette dernière partie du séjour, bien vouloir contacter les organisateurs du "Pèlerinage Bethléem 2000".



Pour ouvrir la Porte Sainte le Pape la frappe 3 fois avec le marteau en disant : Ouvre-toi, Porte de Justice !

POLITIQUE — DIPLOMATIE

AFRIQUE AUSTRALE : LE TRAFIC D'ARMES SE PORTE BIEN

La conscience de soi, sans laquelle il n'y a pas développement, épanouissement est-elle enracinée en chaque Africain que nous sommes ? Pour toute réponse, il est permis d'en douter.

Dans la course au développement, a écrit René Dumont, l'Afrique noire n'a encore parcouru que les premiers mètres, mais déjà on peut craindre qu'elle ne soit « mal partie » (1962). Certes, a reconnu l'agronome français, le handicap est lourd et tient à un faisceau de facteurs dont surtout « les dommages causés par l'Europe qui se prolongent aujourd'hui sous des formes insidieuses d'exploitation et de corruption ».

Quelques caractéristiques de ce lourd handicap sont décrites ici par Edgar Pisani dans son ouvrage intitulé « Pour l'Afrique ». Elles sont les suivantes : *drame alimentaire, crise financière, dette extérieure, désastre écologique* (perturbations écologiques et climatiques). En Afrique noire donc, la misère est telle, précise Edgar Pisani que les pays ne disposent d'argent pour investir dans leur propre développement ni pour importer ce qui leur est nécessaire.

Et pourtant, au même moment l'Afrique est déchirée par plusieurs conflits qui mettent en péril les efforts accomplis en vue de favoriser les progrès économiques du continent. La reprise de la guerre civile en Angola, la poursuite des combats en RDC, l'insécurité qui a éclaté dans la bande de Caprivi en Namibie, mais aussi la montée de la violence criminelle en Afrique du Sud risquent de miner, à titre d'exemple, la région des 14 pays de la SADC (Communauté de développement économique d'Afrique australe). Comment comprendre dès lors que face à ces événements tragiques, vécus au quotidien, la communauté internationale persiste à croire que l'Afrique mérite la prière d'un jour et l'indifférence perpétuelle ? Il ne faut pas s'y tromper. Les marchands de canon ne s'accordent guère de répit. La gangrène attire tous les rapaces. Le trafic d'armes et celui du diamant, nerfs de la guerre se portent bien tout comme le trafic de la drogue.

C'est le fléau que nous allons tenter d'appréhender avec la contribution combien précieuse de Marie Joannidis de MFI à travers le cas d'espèce que constitue actuellement l'Afrique Australe.

« Il ne sera pas facile de parvenir à nos objectifs dans la région pendant que les guerres continuent à tuer des gens et à détruire les infrastructures de certains États membres » n'a pas hésité à déclarer le Président mozambicain Joachim Chissano, hôte du récent sommet de la SADC qui s'est tenu les 18 et 19 août 1999 à Maputo. Ce constat amène à dominer les discussions du sommet qui s'est plus préoccupé des différents conflits qui favorisent les trafics de tous genres que d'intégration économique.

L'Afrique australe est aujourd'hui une zone où fleurit aussi bien la contrebande

des armes que celle de la drogue ou des diamants qui, avec le pétrole, financent la guerre.

L'UNICEF et le département de l'ONU pour les affaires de désarmement ont estimé, fin juillet 1999, que les armes légères ont tué 3 millions de personnes au cours de cette dernière décennie et qu'elles ont infligé plus de dégâts que les missiles, chars ou mortiers. 8 personnes sur 10 tuées étaient des femmes et des enfants. Le Mozambique serait avec l'Angola, un des principaux pourvoyeurs d'armes légères dans la région dont le trafic illégal inquiète de plus en plus les Sud-africains confrontés à un bond spectaculaire et inquiétant de la criminalité armée.

« Les transitions démocratiques en Namibie, au Zimbabwe et en Afrique du Sud, le processus de paix en Angola (même interrompu), et la fin de la guerre civile au Mozambique ont libéré de vastes quantités d'armes des contraintes politiques. Ces armes circulent plus vite qu'elles ne peuvent être identifiées, capturées et détruites » affirment certains experts.

TOUT LE MONDE EST « MOUILLÉ »

Aucun des pays de la région n'échappe à ce trafic : les armes en provenance du Mozambique, d'Angola et même d'Afrique du Sud, où aussi bien le régime de l'apartheid que les mouvements de libération comme l'ANC disposaient d'importantes quantités d'armes, transitent par la Namibie, le Botswana, la Zambie, le Lesotho, le Zimbabwe, le Malawi, et le Swaziland. Ces armes atterrissent le plus souvent entre les mains de gangs criminels en Afrique du Sud, en RDC, membre récent de la SADC, et en Angola entre les mains du mouvement d'opposition armée, de l'UNITA qui utilise par ailleurs les diamants vendus clandestinement, malgré les sanctions de l'ONU, pour se fournir en matériels lourds.

En fait les trafiquants d'aujourd'hui utilisent souvent des itinéraires établis pendant les années de la guerre froide et on retrouve dans leurs rangs aussi bien d'anciens soldats démobilisés, que d'anciens officiers des forces armées sud-africaines, des hommes d'affaires véreux et de nouveaux mafieux. « Des ressortissants étrangers, africains comme les Nigériens impliqués dans tous les trafics surtout la drogue, mais aussi en provenance de pays d'Europe de l'Est plus ou moins en cheville avec les mafias russes, ukrainiennes, bulgares ou autres sont aussi dans le coup », précisent les experts.

« Tant qu'il y aura un marché, les armes continueront à circuler », soulignent les policiers sud-africains qui estiment que les pays de la SADC devraient harmoniser leurs législations pour mieux lutter contre la prolifération des armes légères, comme tentent de le faire les pays d'Afrique de l'Ouest dans le cadre de la CEDEAO. « Le

gouvernement (sud-africain) est en train de renforcer sa législation contre la violence armée et les trafics mais seule une lutte coordonnée de tous les pays membres pourra donner des résultats tangibles », déclarent-ils.

À condition, bien sûr, que la paix revienne dans les zones en conflits, grandes consommatrices d'armes de tous genres.

LE TRAFIC DE DIAMANT, NERF DE LA GUERRE

Par ailleurs, et face à la reprise de la guerre civile en Angola et à la catastrophe humanitaire qui en découle, les Nations unies tentent, par des mesures concrètes, de faire appliquer les sanctions prises contre l'opposition armée angolaise de l'UNITA qui utilise le commerce illégal des diamants pour financer ses achats d'armements.

On retrouve les pierres précieuses sur les comptoirs des diamantaires d'Anvers alors que l'Ukraine et d'autres pays de l'ex-bloc soviétique notamment fournissent Savimbi en matériel sophistiqué qui s'ajoute à celui capturé sur le terrain. Les ventes illégales de diamant, qui constituent la principale source de revenus pour le mouvement de Jonas Savimbi ont rapporté à l'UNITA, selon les estimations des experts, près de 120 milliards de F CFA en 1998, entre 1.800 et 2.400 milliards de F CFA depuis 1992.

LES OBSERVATIONS DU CANADIEN ROBERT FOWLER

Le Canadien Robert Fowler, à la tête du comité des sanctions de l'ONU sur l'Angola s'est rendu dans plusieurs pays d'Afrique australe et en Europe où il a rencontré aussi bien des représentants des autorités et des compagnies intéressées. Au terme de sa mission, il a recommandé au conseil de sécurité de l'ONU l'adoption de mesures plus dures pour faire appliquer les sanctions contre l'UNITA.

Les experts considèrent que l'UNITA continue à écouler les diamants en provenance des zones qu'elle occupe à travers des voies multiples et qu'elle reçoit de l'armement en provenance d'Ukraine notamment, qui transite par de nombreux pays. La Zambie, l'Afrique du Sud et la RDC sont parmi les principaux points de passage avec, plus récemment, le port tanzanien de Dar-es-Salam. L'Éthiopie est aussi un point de transit important pour les armes qui arrivent dans les zones contrôlées par l'UNITA à travers la RDC voisine, véritable passoire du fait des combats entre rebelles et forces gouvernementales.

Robert Fowler souhaite en particulier la coopération des pays de la SADC, d'Interpol, mais aussi des diamantaires d'Anvers et du géant minier sud-africain de Beers qui commercialise plus de 70% des diamants vendus dans le monde. Cette société a promis de coopérer pour éviter la

contrebande de diamant et leur vente sans certificat d'origine. « Les diamants angolais sont de très bonne qualité et les spécialistes ne peuvent se tromper sur leur origine » souligne un expert. Des comptoirs de diamants fleurissent en Zambie ou au Rwanda où il n'y a pourtant aucune production et de Beers se dit « obligé de racheter les diamants sur le marché libre pour pouvoir continuer à contrôler les prix ».

Parmi les acheteurs de ces diamants d'origine douteuse où « d'origine zambienne » figurent des Américains, des Hollandais, des Belges, des Sud-africains et des Israéliens. Ces derniers travaillent également avec les autorités angolaises dans les zones diamantifères qu'elles contrôlent.

Certains acheteurs de diamant angolais reprochent au gouvernement de Luanda de ne pas exercer des contrôles suffisamment rigoureux ayant souvent manqué à l'obligation de fournir des normes précises pour les certificats d'origine. Les pierres précieuses constituent la deuxième source de revenus du pays après le pétrole.

Sources : MFI / La « Croix du Bénin »

BREF... EN BREF... EN

• Le président congolais déchu, Pascal Lissouba, a proposé le mardi 21 septembre 1999 l'ouverture de « discussion » entre les parties belligères au Congo « dans les jours qui viennent » à Paris, Bruxelles ou Genève.

Confirmant qu'il avait « autorisé un dialogue entre certains de ses collaborateurs » et des représentants des autorités de Brazzaville, M. Lissouba s'est dit, « ouvert aux discussions car l'Histoire montre que tous les conflits finissent toujours autour d'une table de négociation », dans des déclarations à Radio France internationale (RFI).

• Les Algériens ont approuvé le jeudi 16 septembre 1999 massivement la loi sur la concorde civile soumise au référendum en répondant oui à 98,63%.

• Le manque d'eau et le réchauffement de la planète seront les problèmes les plus préoccupants au 21^{ème} siècle, selon une enquête par le programme des Nations unies pour l'environnement (PNU) auprès de 200 experts de 50 pays.

• Des pénuries alimentaires persistantes sont signalées sur plusieurs points du globe, a indiqué le vendredi 17 septembre 1999, l'organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture FAO dans son bulletin « Perspectives de l'alimentation publiée à Rome ».

ECONOMIE — DÉVELOPPEMENT

POUR UN VÉRITABLE DÉVELOPPEMENT DU BÉNIN, IL FAUT DES "BÉNINOIS NOUVEAUX"

(Suite de la page 7)

limitée dans le temps et qu'ils n'ont pas vraiment compris. Pourquoi ? Les facteurs du développement que je viens de citer et qui se retrouvent dans les facteurs immatériels ou résiduels commandent fondamentalement ce développement. Un auteur a dit, et je crois que c'est Ernest LABROUSSE, que «Le mental retarde sur le social et le social sur l'économie». Et c'est important ! Vous voyez que dans le passé, l'économie était au cœur du développement et on a laissé le social et autres facteurs de côté. Même les économistes comme Solow (1956) parlaient déjà du capital humain dans le processus du développement sous le vocable du facteur résiduel, pour désigner le progrès technique.

Mais on constate malheureusement que le développement ne prend pas cela en compte, du moins celui que l'on applique au Bénin. Les Africains, en 1960 avaient cru qu'ils allaient décoller avec les conditions physiques et naturelles favorables qu'ils réunissaient alors que des pays comme Taiwan, la Corée du Sud et Singapour étaient dans la misère noire. Aujourd'hui, c'est le contraire qui s'est produit. Pourquoi le Bénin, dit quartier latin de l'Afrique ne décolle pas ? Tout simplement parce que le contenu essentiel du capital humain à travers le mental, les innovations, la crédibilité, la libération des énergies n'est pas mis au service du développement. On peut trouver la réponse dans les tabous et les interdits de tout genre. Les économistes s'accordent aujourd'hui pour dire que le mental représente près des 2/3 des facteurs qui déterminent la croissance, le développement dans une nation. Le capital humain dans lequel on retrouve l'éducation, la formation, l'expérience professionnelle, présente des difficultés par rapport à leur regroupement quantitatif pour mieux analyser le développement. Soit ! Cependant, l'approche qualitative peut, elle, être facilement abordée. Au niveau des études prospectives à long terme du Bénin, nous avons une thématique majeure qui porte sur les tendances lourdes de la société béninoise, faisant appel à une meilleure connaissance de la mentalité. Il s'agit de déceler des éléments qui constituent des freins au développement à travers le comportement et le mental. À cet effet, je dirais que les décideurs qui émettraient des réserves sur les résultats des études nationales de perspectives à long terme n'ont pas compris que l'immatérialité est importante dans la manière de gérer le développement. Je pense par ailleurs qu'il faut prendre l'habitude d'avoir confiance en ce que fait l'autre. Les partis politiques au lieu de détruire les études prospectives devraient plutôt s'en inspirer d'autant plus que c'est un grand projet de société qu'ils n'auraient même pas eu le temps d'élaborer, vu son approche méthodologique et participative. Je pense également que si on est conscient de l'importance du développement à travers ces différentes variables précitées, on ne saurait rejeter les études nationales de perspectives à long terme, tellement qu'elles constituent un socle et une boussole pour le développement et du fait aussi que le caractère participatif joue pleinement dans ces études. Exemple : les aspirations sont déjà recueillies. Elles seront appréciées courant septembre 1999 par un conseil scientifique. Après cette étape, on retourne vers les populations pour leur restituer les résultats des consultations d'il y a 3 mois. Ces populations apprécieront. L'étape suivante consistera à organiser un atelier national pour sortir un produit qui sera analysé, toujours en consultation nationale, ou toutes les couches sociales seront représentées. À ce niveau le rapport va être amendé.

Vous comprenez alors qu'on intégrera les observations. Donc, on aura un rapport corrigé qui va être soumis à la Commission

Nationale de Réflexion Prospective. Elle est la représentation nationale. Vous y avez des universitaires, des associations professionnelles, des ONG, des responsables religieux, des représentants des partis politiques d'opposition et de la mouvance, des syndicats, des Institutions de la République, etc. Ce sont ceux-là qui, en dernier ressort, dégagent le produit fini du rapport issu des aspirations ou d'autres rapports intermédiaires des autres phases 2, 3 et 4 ; et même du Rapport de synthèse des NLTPS-Bénin. Si on considère tout ce processus de base et qu'un homme politique vient à dire qu'il ne se reconnaît pas dans les résultats, je dis là que c'est une injure à la nation béninoise et à son peuple tout entier, dans la mesure où la mise en œuvre de la stratégie de communication pour la mise en place d'une capacité d'appui à la réflexion prospective au Bénin a eu son effet sur l'ensemble de la population, et tout ceci au grand jour, au vu et au su de tout le monde.

"La Croix du Bénin" : Pour faire des NLTPS, le creuset de développement du Bénin, quel rôle devraient jouer, selon vous, chaque fille et chaque fils de ce pays ?

M. Laurent Ogowa Agossa : Les études nationales de perspectives à long terme pour être le creuset du développement exigent certains éléments. D'abord, il faut une confiance déraisonnable en l'avenir ; ensuite, un engagement de tout le monde pour changer les choses en vue d'une meilleure société chez nous au Bénin : c'est le rôle des différents cheminements possibles qu'on peut construire. Il faut aussi un courage, une audace et une détermination farouche pour transformer les rêves en réalité ; c'est-à-dire que les aspirations idéalisées doivent être traduites en réalité (rôle des leviers stratégiques et profils optionnels).

Je reviens sur la confiance déraisonnable, pour vous dire qu'elle est capitale. Car, pour se développer, pour croître, il faut croire, disait Alain Peyrefitte. Mais en quoi ? En soi-même et en l'avenir. Il faut donc croire en nous-mêmes en temps que Béninois et en notre avenir. Chaque Béninois doit croire en lui-même et en son avenir. Là, je dis que la question précédente touche cette non-croyance en nous-mêmes, cette non-foi en soi, cette non-confiance en l'autre, cette non-confiance en l'homme béninois tout court. Je pense qu'il faut croire en l'autre, sinon l'on voit en lui un ennemi à abattre. Nous avons entendu, au cours de nos tournées sur le terrain dans le cadre de la collecte des aspirations, des personnes apprécier positivement les études nationales de perspectives à long terme. En revanche, elles s'interrogent sur le type d'homme béninois avec lequel ces études seront mises en œuvre. Sont-ce des Béninois nouveaux ou sont-ce les mêmes Béninois d'hier et d'aujourd'hui ? En clair, le prototype d'homme béninois pose aujourd'hui problème. Il se pose à moi, à travers cette question, le problème de l'éthos de confiance dont parle Alain Peyrefitte pour mieux aborder la question du développement, étant donné que les comportements et les mentalités respectifs de chaque Béninois, de chaque communauté, de chaque ethnie ou groupe religieux, commandent d'une manière ou d'une autre le développement au Bénin. J'allais dire que l'éthos de confiance fournit des facteurs d'activation, d'échange, de mobilité intellectuelle et géographique, d'innovation, de créativité dans le processus du développement. En somme, je répète et j'affirme encore que c'est l'immatériel qui commande beaucoup plus le développement et non le capital physique et le travail (force de travail) tout seuls. Ces

derniers sont secondaires. Pour arriver à bâtir cet avenir qu'incarneraient les études nationales de perspectives à long terme, il faudrait changer radicalement l'homme béninois que nous sommes. Je crois beaucoup en cet auteur africain, Daniel Etounga Manguelle d'origine Camerounaise qui se demande si l'Afrique n'a pas plutôt besoin d'un ajustement culturel. Il y a là le facteur mental, culturel commandant le développement, qui est mis en exergue. Les pays asiatiques qui ont respecté l'éthos de confiance dans le sens de la compétitivité de l'économie mondiale, forcent aujourd'hui l'admiration de tout le monde entier. Eh bien ! Ces pays ont à la faveur des dispositions mentales et comportementales propices, cultivé l'innovation, la commercialisation, l'initiative économique, etc. sur la base de ce socle de confiance réciproque. Le Bénin ne pourra efficacement aborder et relever le défi mondial en matière de compétitivité et de technologie que si cette confiance ne faisait pas défaut. Tout le monde parle aujourd'hui de mondialisation sans y comprendre grand chose. À mon avis, c'est un mot vide que certaines personnes utilisent dans un verbe politique. Quand les hommes politiques abordent la mondialisation, ils proposent par exemple qu'il faut se connecter à l'internet sans toucher les vrais problèmes qui doivent être radicalement changés. Pour participer à la mondialisation, il y a des préalables qui commandent le changement de nos comportements et de nos mentalités, pour mieux saisir celle de la mondialisation qui n'attend pas.

Il est important que les études nationales de perspectives à long terme débouchent sur ce qu'on appelle la vision stratégique. Celle-ci permet de veiller sur les données collectées et de corriger autant que possible toutes les incertitudes qui viendraient remettre en cause les scénarios et stratégies élaborés. Tout cela doit reposer sur un programme solide de communication sociale pour redonner confiance à l'homme béninois et à la femme béninoise. Il faudrait aujourd'hui au Bénin des leaders visionnaires que nous n'avons pas pour le moment, et on ne peut pas en tirer dans le troisième millénaire avec des leaders à vision intuitive ou providentielle, non planifiable. C'est pourquoi, les études prospectives permettent de créer cette classe de leaders visionnaires et d'entrepreneurs capables de transformer le Bénin en un véritable chantier de développement. On s'accorde presque tous à dire théoriquement que le Nigeria offre d'énormes opportunités mais on ne s'en saisit pratiquement pas. Le Nigeria aura besoin d'eau potable par exemple dans quelques années parce qu'il sera confronté à une grave pénurie ou autre. Que ferait le Bénin pour tirer un meilleur profit de cette opportunité ? Y a-t-il des leaders visionnaires dans ce pays pour exploiter ces opportunités ? Aucun peut-être ? Et dans le domaine financier, le marché international de Tokpa offre de grandes opportunités. Toutes les devises s'y échangent, mais on ne fait rien pour exploiter conséquemment ce marché, de manière à ériger au Bénin une bourse de valeurs mobilières pour mieux mobiliser les ressources financières, pour obliger les entreprises à être performantes, pour mieux participer à la compétition et à l'intégration régionales. Dans ce cas, notre finance informelle très dynamique, sera difficilement rentabilisable. Pour finir, le leader visionnaire dont le Bénin a besoin est celui qui a la capacité de dépasser en soi, de confiance en soi et en l'autre, et en l'avenir, conjugué avec la force sociologique organisée autour de la société civile dynamique et efficace, qui veille à la mise en œuvre des résultats des NLTPS-Bénin.

Propos recueillis par Alain Sessou

N.B. : Les sous-titres sont de la rédaction.

CE QU'IL SERAIT BON QUE VOUS SACHIEZ

• Selon Moïse Mensah, ancien ministre des finances de Kérékou, Paul Dossou, ministre des finances sous Soglo a laissé quand il partait en 1996 : (1.997.000.000) F CFA en trésorerie et une possibilité de découvrir auprès de la BCEAO de (18.628.200.000) F CFA.

• 19 mai 1998, date à laquelle Moïse Mensah passa service à Bio Tchani la situation de synthèse des disponibilités s'établissait au 30 avril 1998 comme suit : les fiscalités dans les caisses de l'Etat 16.986.600.000 F CFA. Marge sur découvert BCEAO : 34.548.000.000 F CFA.

• Un tiers de la production mondiale de dattes est récoltée en Afrique. Le continent en exporte chaque année, l'équivalent de 72 millions de dollars soit environ 43.200 millions de F CFA.

• La guerre de la banane fait rage entre producteurs ivoiriens et burkinabés. Ces derniers dénoncent la mondialisation et le libéralisme, responsables, selon eux, de l'invasion de marchés sahéliens par les fruits de la côte.

• Le jeudi 16 septembre 1999, le gouvernement japonais a mis à la disposition des agriculteurs béninois, une subvention non remboursable de 200 millions de yens, soit 1 milliard de F CFA dans le cadre de son aide à l'augmentation de la production agricole au Bénin.

• La production céréalière mondiale devrait atteindre 1870 millions de tonnes en 1999, en légère amélioration par rapport aux dernières prévisions publiées en juin.

• À l'issue de l'examen de la situation économique et financière et monétaire de l'UEMOA au 30 juin 1999, les administrateurs de la BCEAO se sont félicités de la bonne tenue d'ensemble des indicateurs macro-économiques des États-membres. En effet, le taux de croissance économique réel devrait s'établir à 5,3% en 1999 contre 5,1% en 1998 en dépit du recensement des prix des produits pétroliers et de l'évolution défavorable des marchés internationaux des produits de base, ainsi que des aléas des conditions internes de production.